

CÉLÉBRATION DU 64^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Tebboune inaugure plusieurs projets stratégiques

Le 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale a été marqué, dimanche, par une série d'inaugurations à forte portée symbolique et stratégique présidées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Entre devoir de mémoire et lancement de nouvelles infrastructures structurantes, cette journée a illustré la volonté des pouvoirs publics de faire de la célébration du 5 Juillet un moment consacré à la fois à l'hommage rendu aux chouhada et à la poursuite de l'édification d'une Algérie moderne. P 3



CAAT 30,54 milliards de DA de primes en 2025

La Compagnie algérienne des assurances (CAAT) a réalisé un volume global de primes de 30,54 milliards de DA, en progression de 2 % par rapport à 2024. Cette évolution est portée principalement par le segment Hors Grands Comptes, qui devient, pour la première fois, majoritaire, en affichant une croissance de 10,5 %, confirmant le rééquilibrage amorcé du portefeuille au profit des activités à plus forte valeur ajoutée, précise la compagnie dans un communiqué.

P 2

L'OPEP+ RELÈVE SA PRODUCTION EN AOÛT L'Algérie portera son quota à 1,001 million de barils/jour

Les sept pays de l'OPEP+ engagés dans les ajustements volontaires supplémentaires de leur production ont décidé d'accélérer le retour progressif de leurs volumes sur le marché mondial. Réunis hier par visioconférence, les ministres de l'Énergie de l'Arabie saoudite, de la Russie, de l'Irak, du Koweït, du Kazakhstan, de l'Algérie et d'Oman ont convenu d'augmenter collectivement leur production de 188.000 barils par jour à compter du mois d'août 2026.

P 5

INVESTISSEMENT USA Today décrypte les atouts de l'Algérie

Dans un rapport spécial intitulé « Algeria : North Africa's Next Investment Frontier », le quotidien américain « USA Today » présente l'Algérie comme l'une des nouvelles destinations d'investissement les plus prometteuses du continent africain. Le document met en lumière une transformation économique profonde, portée par des réformes structurelles, une ouverture accrue aux capitaux étrangers et une stratégie de diversification qui ne se limite plus au seul secteur des hydrocarbures.

P 16

SNTF

**Lancement d'un programme
spécial «Trains Bain de Mer»
dans 7 wilayas pays P 2**

HABITAT

**Lancement d'une vaste
opération de distribution
de logements P 3**

UNIVERSITÉ DJILLALI-LIABÈS
DE SIDI BEL-ABBES

**16 projets
innovants labellisés «Idée
Innovante» P 4**

IMPÔTS

Arrêt temporaire de la plateforme numérique «Jibayatic» pour des travaux techniques

La plateforme des services numériques « Jibayatic » a connu, hier dimanche, un arrêt temporaire pour des travaux techniques et reprendra le service « dans les plus brefs délais », a indiqué un communiqué de la Direction générale des impôts. « La plateforme des services numériques "Jibayatic" sera hors service en vue de procéder à des travaux techniques destinés à l'enrichissement et à l'amélioration des services offerts aux citoyens et aux opérateurs, et ce à compter de ce jour à 00h00, avant sa remise en service dans les plus brefs délais », précise la même source. La Direction informe également que l'ensemble des autres services numériques restent disponibles et accessibles via le site officiel de la Direction générale des impôts : mfdgi.gov.dz, conclut le communiqué.

SNTF

Lancement d'un programme spécial "Trains Bain de Mer" dans 7 wilayas pays

Un programme spécial "Trains Bain de Mer", touchant 7 wilaya de l'Est du pays a été lancé samedi, par la direction régionale de Constantine relevant de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), au titre de la saison estivale 2026, a-t-on appris auprès d'un cadre relevant de cette direction. Ces trains relient les wilayas de M'sila, Batna, Mila, Biskra, Khenchela et Oum El Bouaghi à celles du littoral (Skikda et Jijel) a précisé le chargé de l'information et de la communication de cette direction Nabil Daàs. Des moyens humains matériels nécessaires ont été mobilisés pour assurer l'exécution de ce programme qui s'étalera jusqu'au 31 août prochain, a révélé M. Daàs. La mise en place de ces dessertes balnéaires dont les tarifs sont fixés à 125 et 470 DA est conçue pour faciliter les déplacements des estivants, a-t-il noté.

COOPÉRATION ALGÉRO-ESPAGNOLE

Pedro Sánchez en visite officielle à Alger le 20 juillet

La coopération algéro-espagnole se renforce. Le Premier ministre d'Espagne, Pedro Sánchez, est attendu en Algérie le 20 juillet prochain, selon la presse espagnole. C'est, en effet, une première depuis la crise diplomatique entre les deux pays, qui a débuté en 2022 avec, notamment, le changement de position de Madrid sur le dossier du Sahara occidental.

Par Z R/Agence

Le quotidien espagnol « El Ojito », qui a rapporté l'information, a précisé que M. Sánchez sera reçu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre d'une mission d'une journée. La visite inclura également la troisième vice-présidente et ministre de la Transition écologique, Sara Aagesen, ainsi qu'un autre membre du gouvernement espagnol. La présence de Mme Aagesen confirme l'importance de la question énergétique dans l'agenda bilatéral. En effet, l'Algérie demeure l'un des principaux fournisseurs de gaz naturel de l'Espagne et un partenaire clé pour la sécurité énergétique en Méditerranée occidentale. Ainsi, cette mission intervient dans un contexte de normalisation progressive des relations entre Madrid et Alger, après près de deux ans et demi de tensions diplomatiques et commerciales. La crise a débuté en mars 2022,

lorsque le gouvernement Sánchez a qualifié le plan d'autonomie du Maroc pour le Sahara occidental de base « la plus sérieuse, crédible et réaliste » pour un règlement du différend. Une décision qui avait provoqué l'ire de l'Algérie, laquelle avait réagi en rappelant son ambassadeur, en suspendant le Traité d'amitié et de coopération avec l'Espagne et en bloquant de facto une part importante des échanges commerciaux. Le coût économique de la crise a été considérable pour les entreprises espagnoles. Les exportations vers l'Algérie, qui atteignaient environ 1,9 milliard d'euros en 2021, ont chuté à un peu plus de 330 millions d'euros en 2023. Les pertes totales pour les entreprises espagnoles ont été estimées à plus de 3,2 milliards d'euros. Suite à la levée progressive des restrictions commerciales par l'Algérie, les échanges ont repris leur croissance, mais restent bien en deçà des niveaux d'avant 2022. Selon la même source, les discussions entre Sánchez et Tebboune devraient porter sur la coopération énergétique, la reprise des investissements, la relance des échanges économiques et la coordination sur les grands enjeux régionaux, de la Méditerranée occidentale au Sahel. En marge de l'inauguration de la Foire internationale d'Alger, le 22 juin dernier, le président Tebboune a rappelé que « le choix de l'Espagne comme invitée d'honneur à la Foire internationale d'Alger est un choix à la fois de la raison et du cœur. Nos deux pays sont très proches ». Et d'ajouter : « Nous avons constaté que, quelles que soient les incompréhensions qui peuvent survenir, les choses se rétablissent très vite. L'Espagne est une puissance économique et nous tirons beaucoup de choses positives de nos relations avec nos amis espagnols ». En outre, le dossier de la migration sera également au menu de cette visite. Cette question demeure un sujet sensible, nécessitant une coopération étroite entre les deux pays.

TRANSPORTS

Installation de M. Ali Kessaci, nouveau DG de la SNTF

M. Ali Kessaci a été installé, samedi à Alger, nouveau directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF), indique un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

"En application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, le secrétaire général (SG) du ministère a présidé, samedi 4 juillet 2026, la cérémonie d'installation de M. Ali Kessaci, nouveau directeur général de la Société nationale des transports ferroviaires (SNTF)", lit-on dans le communiqué. La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence de l'inspecteur général du ministère, du directeur général de la Mobilité et de la Logistique, du directeur gé-

néral de l'administration générale et de la directrice de la réglementation et des Affaires juridiques, ainsi que des cadres centraux et des PDG des filiales de la SNTF, conclut le communiqué.

APS

MASCARA

Des perturbations de l'alimentation en eau potable dans cinq communes en raison de travaux de maintenance

Cinq communes de la wilaya de Mascara connaissent des perturbations dans l'alimentation en eau potable en raison de travaux de maintenance, a indiqué, dimanche, l'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) dans un communiqué.

Selon la même source, ces perturbations, enregistrées depuis samedi, concernent les communes de Sig, El Alaïmia, Ras El Aïn Amirouche, Oggaz et Bouhenni. Elles sont dues à des travaux de réparation d'importantes fuites sur la

conduite principale du système de transfert MAO (Mostaganem-Arzew-Oran), qui alimente le couloir de Sig. Le rétablissement de l'alimentation en eau potable dans les communes concernées s'effectuera progressivement dès l'achèvement

des travaux, précise le communiqué. Par ailleurs, l'unité de l'Algérienne des Eaux a mobilisé des camions-citernes afin d'assurer l'approvisionnement en eau des habitants des communes touchées durant cette période de perturbation.

CAAT

30,54 milliards de DA de primes en 2025

La Compagnie algérienne des assurances (CAAT) a réalisé un volume global de primes de 30,54 milliards de DA, en progression de 2 % par rapport à 2024. Cette évolution est portée principalement par le segment Hors Grands Comptes, qui devient, pour la première fois, majoritaire, en affichant une croissance de 10,5 %, confirmant le rééquilibrage amorcé du portefeuille au profit

des activités à plus forte valeur ajoutée, précise la compagnie dans un communiqué. Ces chiffres traduisent le retour de la CAAT à une croissance de ses principaux agrégats après l'assainissement de son portefeuille d'affaires et l'alignement de ses engagements techniques sur leur réalité économique. En effet, l'année 2025 a également été marquée par le lancement de plusieurs

projets structurants : la mise en place d'un système de management de la qualité selon la norme ISO 9001:2015, la réforme de l'Agence, l'amélioration de la prestation de service en assurance automobile, la conduite du changement et le lancement du projet de refonte du système d'information à travers l'acquisition d'un nouvel ERP intégré et évolutif. Parallèlement, la compagnie a poursuivi ses efforts d'amélioration en matière de

gouvernance, de sécurité des systèmes d'information, de conformité et de maîtrise des risques, afin d'accompagner durablement sa transformation et de renforcer sa performance opérationnelle. Forte de ces avancées, la CAAT poursuit sa modernisation avec l'ambition de réunir les conditions lui permettant de répondre aux exigences que son environnement ne manquera pas de lui imposer.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

CÉLÉBRATION DU 64^E ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Tebboune inaugure plusieurs projets stratégiques

Le 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale a été marqué, dimanche, par une série d'inaugurations à forte portée symbolique et stratégique présidées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Entre devoir de mémoire et lancement de nouvelles infrastructures structurantes, cette journée a illustré la volonté des pouvoirs publics de faire de la célébration du 5 Juillet un moment consacré à la fois à l'hommage rendu aux chouhada et à la poursuite de l'édification d'une Algérie moderne.

Par Selma R.

Fidèle à la tradition républicaine, le chef de l'État a entamé son programme au Sanctuaire du Martyr (Maqam Echahid), à Alger, où il s'est recueilli à la mémoire des martyrs de la glorieuse Guerre de libération nationale. Après avoir déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, le président de la République a récité la Fatiha à la mémoire des valeureux chouhada, réaffirmant l'attachement de l'État au devoir de mémoire et à la préservation des valeurs de Novembre.

La célébration de cette fête nationale a également été mise à profit pour franchir une étape importante dans la modernisation de l'administration et la consolidation de la souveraineté numérique du pays. À Mohammadia, dans la wilaya d'Alger, le président Tebboune a inauguré le Centre national algérien des services numériques, premier établissement de ce type en Algérie. Cette infrastructure stratégique constitue un pilier de la transformation numérique de l'administration publique. Reposant sur deux centres de données fonctionnant selon une architecture « actif-actif », elle garantit une continuité totale des services numériques ainsi qu'une disponibilité permanente des données. Le centre est no-

tamment chargé d'héberger les données stratégiques sur le territoire national, d'assurer la gestion du Portail national des services publics et de la Base nationale de données, tout en favorisant l'interopérabilité entre les différents secteurs administratifs. Doté de systèmes de supervision et de contrôle de dernière génération, cet équipement permet également une détection rapide des anomalies techniques et leur traitement préventif, renforçant ainsi la sécurité et la fiabilité des infrastructures numériques nationales.

Le secteur de l'habitat a constitué un autre temps fort de cette journée. À Rahmania, dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah, le président de la République a inauguré le pôle urbain « Ahmed Taleb Ibrahim », baptisé en hommage au défunt moudjahid. Ce nouveau pôle comprend 10 507 logements réalisés dans le cadre de la formule location-vente (AADL), traduisant la poursuite des efforts de l'État pour répondre à la demande croissante en logements et améliorer le cadre de vie des citoyens. Dans le prolongement de cette visite, le chef de l'État a procédé à l'inauguration du nouveau siège du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, à Dely Ibrahim. Réalisé selon des normes modernes, cet édifice s'inscrit dans la stratégie de modernisation des infrastructures administra-

tives et d'amélioration des conditions de travail des agents du secteur. Le programme présidentiel s'est poursuivi à Mahelma, à l'ouest de la capitale, avec l'inauguration d'un hôpital spécialisé en cardiologie et en chirurgie cardiaque pédiatrique. Cette nouvelle infrastructure hospitalière vient renforcer les capacités nationales de prise en charge des enfants souffrant de pathologies cardiaques complexes et traduit l'intérêt accordé par les pouvoirs publics au développement d'une médecine hautement spécialisée. Le Président Tebboune a également procédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation de l'Institut algérien de thérapie cellulaire et génique, à Rahmania. À travers ces différentes inaugurations, la célébration du 64^e anniversaire de l'Indépendance a illustré la convergence entre le devoir de mémoire et la poursuite des grands projets de développement. De la souveraineté numérique au logement, en passant par la modernisation des institutions publiques et le renforcement du système de santé, cette journée a mis en lumière les priorités retenues par les pouvoirs publics pour accompagner les mutations économiques et sociales du pays tout en inscrivant l'action publique dans la continuité des idéaux portés par la Révolution de Novembre.

HABITAT

Lancement d'une vaste opération de distribution de logements

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné, dimanche après-midi depuis la ville nouvelle de Sidi Abdellah (Ouest d'Alger), le coup d'envoi officiel de l'opération de distribution des logements 2026, à travers l'ensemble du territoire national. L'opération porte sur la distribution de 179.168 unités de logement,

toutes formules confondues, réparties à travers le pays, comme suit : 42.520 logements publics locatifs (LPL), 11.914 logements de type location-vente (AADL), 9.975 logements promotionnels aidés (LPA), 7.353 logements promotionnels libres (LPL), 76.423 aides à l'habitat rural et 30.983 décisions d'attribution d'aides dans le cadre des lotis-

sements sociaux. Cette opération intervient à l'occasion des festivités marquant le 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. Cette nouvelle distribution traduit la poursuite des efforts de l'État pour améliorer les conditions de logement des citoyens et répondre aux besoins exprimés dans les

différentes wilayas du pays. Par ailleurs, le chef de l'État a précédé à la pose de la première pierre du projet de réalisation de la Grande salle de spectacles d'une capacité de 10 000 places, dans la commune d'Ouled Fayet. Le projet s'étendra sur une superficie totale de 60 000 m².

R E.

APS

LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINES L'A SOULIGNÉ

«L'Algérie consolide ses acquis et relève de nouveaux défis»

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Abdelmalek Tacherift a présidé, à Alger, une conférence à l'occasion du 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale. Dans une allocution prononcée lors de cette conférence, organisée samedi au Musée national du Moudjahid, en présence de plusieurs membres du Gouvernement, du conseiller du président de la République chargé des affaires économiques, de moudjahidine, de personnalités nationales et de cadres du secteur, M. Tacherift a souligné que la célébration de la Fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale constitue une occasion pour évoquer les sacrifices des chouhada et des moudjahidine, et renouveler la fidélité au Message de Novembre et à ses valeurs éternelles. L'Algérie célèbre "le 64^e anniversaire de

son indépendance, ce jour où les hordes de l'odieuse colonialisme se sont retirées de notre chère patrie, dans l'humiliation, portant les stigmates de la défaite", a-t-il précisé, soulignant que cet acquis a été arraché grâce aux sacrifices de "femmes et d'hommes valeureux, profondément attachés à leur patrie et déterminés à libérer l'Algérie". La célébration de cette glorieuse occasion nous renvoie à "la commémoration de ces épopées où le vaillant peuple algérien s'est illustré en bravant les manœuvres du colonialisme et ses forces redoutables", ajoute M. Tacherift, rappelant que le peuple algérien "est demeuré sur la voie du sacrifice, payant un lourd tribut jusqu'à ce que le colonialisme brutal se plie et se soumette à la volonté de notre peuple révolutionnaire". Depuis le recouvrement de sa glorieuse indépendance, l'Algérie s'est attelée à mettre

à profit ces haltes qui ont élevé notre peuple aux plus hauts degrés du sacrifice et du patriotisme sincère parmi les peuples à travers le monde", a-t-il indiqué, soulignant que la célébration de cet anniversaire "nous rappelle le chemin parcouru dans le renforcement de notre immunité nationale, à travers le resserrement des liens de l'unité, la poursuite, d'un pas résolu, de l'édification de l'État, le renforcement de ses institutions à tous les niveaux, ainsi que la prise en charge du présent de notre digne peuple et de l'avenir de ses enfants". L'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "poursuit son engagement dans une nouvelle étape dont le fondement réside dans la réussite des différents enjeux avec un nouveau souffle, ainsi que dans l'ambition de relever les défis avec une pleine confiance en nos capacités et nos potentia-

lités nationales, puisées dans les aspirations sincères du citoyen", souligne le ministre, ajoutant que cette étape repose sur la consolidation des acquis de l'État, la poursuite du processus de développement ainsi que l'ancrage des facteurs de stabilité. Et d'ajouter que l'Algérie a "franchi des étapes successives sur cette bonne voie, celle de l'Algérie victorieuse fidèle à ses principes, attachée à ses référents, veillant toujours à consacrer la véritable citoyenneté, fondée sur la consolidation du tissu social et institutionnel". A cette occasion, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit a procédé à la mise en service de deux projets de numérisation du Musée national du Moudjahid, à savoir un guide numérique reposant sur le code de réponse rapide (Code QR), et la plateforme numérique du musée.

R E.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
“Le peuple est résolu à poursuivre le changement et à renforcer le développement durable et global”

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, samedi, que le peuple, creuset de l'Algérie victorieuse, forte de ses orientations souveraines et de ses réalisations inédites, est résolu à poursuivre le changement et à renforcer le développement durable et global. Dans son message à l'occasion de la célébration du 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance, le président de la République s'est dit "pleinement confiant que le peuple, creuset de l'Algérie victorieuse, forte de ses orientations souveraines et de ses réalisations inédites, est résolu à poursuivre le changement et à renforcer le développement durable et global, et conscient de l'enjeu stratégique de la phase actuelle, qui placera le pays, à court terme, au seuil du monde des pays émergents". Il a, à cet titre, rappelé que "le vaillant peuple algérien, authentique et résistant, a consenti tous ces sacrifices incommensurables pour la gloire de l'Algérie", et que "l'histoire retiendra à jamais les chapitres d'une révolution épique ayant constitué l'une des marques de la grandeur de l'Algérie pour exprimer l'attachement d'un peuple façonné par l'honneur et la dignité". "Alors que nous célébrons le 64^e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, par fidélité au devoir de préservation de la Mémoire nationale et en hommage aux sacrifices des vertueux résistants à toutes les étapes, des pères militants du Mouvement national et des martyrs de la glorieuse Révolution de libération, nous mesurons l'héritage qu'ils ont légué aux Algériennes et aux Algériens, une fidélité profonde et éternelle envers la Déclaration de Novembre et le message des Chouhada, et nous sommes profondément fiers de voir que l'esprit de l'Algérie nouvelle, bâtie par des volontés nationales sincères, puise sa force de la fidélité au serment fait aux valeureux martyrs", a poursuivi le président de la République.

VACANCES ESTIVALES
Initiative éducative
“Summer Camp 2026”
au profit des enfants
de la diaspora

Une initiative éducative, culturelle et de loisirs a été lancée au profit des enfants de la communauté nationale établie à l'étranger qui séjournent en Algérie à l'occasion des vacances estivales, en vue de renforcer leur lien avec leur patrie d'origine et de consolider leur identité nationale et culturelle, indique samedi un communiqué conjoint du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, du ministère de l'Éducation nationale, et du ministère de la Jeunesse. L'initiative éducative "Summer Camp 2026" s'adresse aux enfants âgés de 8 à 16 ans et se déroulera pendant les mois de juillet et d'août dans les wilayas de Chlef, Béjaïa, Biskra, Tiemcen, Tiaret, Alger, Jijel, Sétif, Skikda, Annaba, El Bayadh, El Oued, Khenchela et Aïn Témouchent, à travers trois sessions pédagogiques", précise la même source. A travers des classes d'enseignement complétées par des activités pédagogiques, culturelles et de loisirs, cette initiative "vise à renforcer les liens des enfants de la communauté avec leur patrie d'origine, à consolider leur identité nationale et culturelle et à promouvoir les différentes composantes de leur patrimoine linguistique, historique, culturel et religieux". Dans ce cadre, le ministère des Affaires étrangères invite les familles de la communauté nationale résidant à l'étranger à inscrire leurs enfants afin de leur permettre de vivre une expérience éducative et culturelle enrichissante en Algérie, conclut le communiqué.

APS

PAMO 2026

Le ministre félicite l'équipe de l'éducation nationale sacrée championne d'Afrique

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a félicité, samedi, les membres de l'équipe de l'éducation nationale participant aux Olympiades panafricaines des mathématiques (PAMO 2026), après avoir remporté la première place africaine, ainsi que la consécration de l'élève Alaa Yahia, sacrée "Reine africaine des mathématiques". Dans son message de félicitations, M. Sadaoui a adressé "ses plus chaleureuses félicitations et ses plus sincères sentiments de fierté aux membres de l'équipe algérienne ayant pris part aux PAMO 2026, organisées en République de Côte d'Ivoire du 26 juin au 4 juillet 2026, pour avoir réalisé un exploit historique en hissant l'Algérie à la première place africaine grâce à la moisson de neuf (9) médailles et à l'obtention de deux (2) scores parfaits, auxquels s'ajoute le sacre de l'élève Alaa Yahia de Reine africaine des mathématiques".

Dans ce même contexte, le ministre a salué les élèves distingués : Abolghasemi Kian, médaillé d'or avec un score parfait, Si Ahmed Abderrahmane, également médaillé d'or avec un score parfait, Tebib Mohamed Ikbali, médaillé d'or, également sacrée d'une médaille d'or dans la catégorie féminine et du titre de Reine africaine des mathématiques, Benyounes Fairouz, médaillée d'argent et médaillée d'or dans la catégorie féminine, ainsi que Harnane Layane, médaillée d'argent et médaillée d'argent dans la catégorie féminine. Le ministre a souligné que ce sacre constitue "une preuve de l'excellence de l'école algérienne et de sa capacité à former des compétences scientifiques prometteuses, aptes à représenter dignement l'Algérie et à hisser haut ses couleurs dans les compétitions scientifiques continentales et internationales".

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	NC	0,00	-0,07	-9,56	6,07	10,17	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,13	-0,43	9,00	5,56	40203	56 284 200,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,10	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	6,06	3,29	10,97	5,43	323	742 900,00
EGH El Aurassil	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,63	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,47	4,21	4,72	0	0,00

UNIVERSITÉ DJILLALI-LIABÈS DE SIDI BEL-ABBES
16 projets innovants labellisés
“Idée Innovante”

L'incubateur de l'Université Djillali-Liabès de Sidi Bel-Abbes a enregistré une nouvelle performance scientifique et entrepreneuriale avec l'obtention de 16 projets innovants du label "Idée Innovante", décerné par la Commission nationale de coordination chargée du suivi de l'innovation et des incubateurs universitaires, a-t-on appris, samedi, auprès de cet établissement. La cellule de communication de l'Université a indiqué que cette distinction récompense des projets de qualité issus de plusieurs facultés et disciplines scientifiques, technologiques et économiques, notamment la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, la Faculté

de génie électrique, ainsi que la Faculté des sciences exactes. Cette reconnaissance témoigne du dynamisme de la recherche scientifique et de l'innovation qui caractérise l'entrepreneuriat universitaire dans la région.

Cette réalisation est le fruit des efforts soutenus d'accompagnement et de l'appui permanent assurés par l'incubateur universitaire, en collaboration avec les laboratoires de fabrication intelligente, les centres d'appui à la technologie et à l'innovation ainsi que le Centre de développement de l'entrepreneuriat. Ces structures œuvrent à accompagner les étudiants et les porteurs de projets afin de transformer leurs idées en modèles d'affaires viables pouvant être concrétisés.

Selon la même source, ces projets constituent une étape essentielle vers la création de startups innovantes, capables de proposer des solutions technologiques et pratiques répondant aux besoins du marché local.

Cette dynamique s'inscrit également dans le cadre de la stratégie nationale visant à renforcer le rôle de l'Université en tant que moteur de l'économie nationale, à travers la valorisation des connaissances scientifiques, leur transformation en richesse durable, ainsi que la création d'emplois qualifiés au profit des jeunes diplômés et le soutien au développement durable du pays.

APS

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA CONSOMMATION DU QUINOA

Organisation mardi prochain de la 8^e édition à Sidi Bel-Abbes

L'Université "Djillali Liabès" de Sidi Bel-Abbes abritera, mardi prochain, les activités de la 8ème édition de la "Journée internationale de la consommation du quinoa", sous le slogan "Le quinoa comme système agricole et alimentaire prometteur en Algérie". Cette manifestation scientifique et agricole, accueillie par l'Institut des sciences agronomiques, s'inscrit dans le cadre des efforts visant à rechercher des alternatives agricoles durables, capables de s'adapter aux changements climatiques et de renforcer la sécurité alimentaire. La directrice de l'Institut, la professeure Amina Khaldi, a expliqué que le choix du slogan de cette édition vise à mettre en

exergue l'importance stratégique de la culture du quinoa en tant qu'alternative agricole et alimentaire prometteuse en Algérie. Elle a souligné que l'institut aspire, à travers ce rendez-vous scientifique, à jeter des passerelles de communication entre les chercheurs et les producteurs, contribuant ainsi au transfert des connaissances et des technologies modernes et au développement de la filière du quinoa. Le programme de l'événement prévoit l'organisation d'une exposition de produits dérivés du quinoa et d'affiches scientifiques réalisées, parallèlement à une série de conférences techniques spécialisées, s'articulant autour de deux axes : "Le quinoa comme système agricole et alimentaire prometteur en Algérie" et "La valeur nutritionnelle du quinoa et son rôle dans l'alimentation saine". Le programme comprend également la présentation d'expériences

de terrain et de "success stories" d'agriculteurs producteurs de quinoa en Algérie et en Tunisie, dans le but d'échanger les expertises et d'examiner les perspectives de développement de l'investissement agricole dans cette filière. Une visite sur le terrain est également prévue à la ferme pédagogique et au musée agricole de l'institut pour s'enquérir des expériences pratiques réalisées dans ce domaine. Cette manifestation est organisée à l'initiative de l'Institut des sciences agronomiques, en coordination avec l'Institut technique de développement de l'agronomie saharienne (IT-DAS), l'Association algérienne de protection des cultures (AAPC) et la Chambre de l'agriculture de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, sous le parrainage du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 30 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 30 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات	
	أسعار التجزئة				
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	91	103	79	البطاطا
	Tomate	86	103	69	الطماطم
	Oignon sec	67	76	59	البصل الجاف
	Ail sec	666	755	577	الثوم الجاف
	Ail vert	314	339	288	الثوم الاخضر
	Carotte	93	105	81	الجزر
	Navet	108	119	97	اللفت
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر
	Piment	130	151	110	الفلفل الحار
	Courgette	94	108	80	الكوسة
	Haricot vert	169	189	149	الفاصولياء الخضراء
Laitue	115	129	100	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	548	681	415	التفاح المحلي
	Datte	500	622	378	التمر
	Banane	522	542	503	الموز
	Melon	123	142	104	البطيخ الاصفر
Pastèque	77	91	63	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2016	2162	1870	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	343	355	330	الدجاج
	Ceufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

L'OPEP+ RELÈVE SA PRODUCTION EN AOÛT

L'Algérie portera son quota à 1,001 million de barils/jour

Les sept pays de l'OPEP+ engagés dans les ajustements volontaires supplémentaires de leur production ont décidé d'accélérer le retour progressif de leurs volumes sur le marché mondial. Réunis hier par visioconférence, les ministres de l'Énergie de l'Arabie saoudite, de la Russie, de l'Irak, du Koweït, du Kazakhstan, de l'Algérie et d'Oman ont convenu d'augmenter collectivement leur production de 188.000 barils par jour à compter du mois d'août 2026, une décision qui traduit leur volonté de consolider la stabilité du marché pétrolier tout en accompagnant l'amélioration de la conjoncture internationale.

Par Réda Hadi

L'Algérie a pris part à cette réunion au plus haut niveau, aux côtés des six autres pays concernés par la mise en œuvre des ajustements volontaires supplémentaires décidés depuis 2023. Selon un communiqué du ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, cette décision s'inscrit dans le cadre de la reprise graduelle des réductions volontaires annoncées en avril 2023, tout en maintenant une approche prudente permettant d'adapter rapidement les niveaux de production à l'évolution des conditions du marché.

Concrètement, cette augmentation collective se traduira pour l'Algérie par un relèvement de son objectif de production de 6.000 barils par jour, portant son quota à 1,001 million de barils quotidiens dès le mois d'août 2026.

Cette progression confirme la place du pays parmi les producteurs les plus disciplinés de l'alliance OPEP+, régulièrement salué pour son respect des engagements pris dans le cadre de la Déclaration de coopération.

Les sept pays ont souligné que cette augmentation ne constitue pas un changement de stratégie, mais plutôt une étape supplémentaire dans le démantèlement progressif des réductions volontaires de production mises en œuvre afin de soutenir les cours du pétrole durant les périodes de ralentissement économique et d'incertitude géopolitique. Les ajustements décidés en avril puis en novembre 2023 demeurent ainsi entièrement

réversibles. Dans leur communiqué final, les ministres ont réaffirmé leur engagement collectif en faveur de la stabilité du marché pétrolier international. Ils ont insisté sur la nécessité de conserver une totale flexibilité afin de pouvoir accélérer, suspendre ou inverser le rythme de rétablissement des volumes si les fondamentaux du marché venaient à se détériorer. Les pays participants ont également renouvelé leur attachement à la Déclaration de coopération de l'OPEP+ et confirmé la poursuite des réunions mensuelles destinées à évaluer l'évolution de la demande mondiale, le niveau de conformité des États membres à leurs quotas ainsi que les mécanismes de compensation des éventuels dépassements de production.

Cette décision intervient dans un contexte marqué par une amélioration progressive de la situation géopolitique au Moyen-Orient. Au cours des derniers mois, la quasi-paralysie du détroit d'Ormuz, provoquée par les tensions régionales, avait fortement perturbé les exportations des producteurs du Golfe et contraint plusieurs pays à réduire temporairement leurs volumes de production. Entre le premier trimestre 2026 et le mois de mai, la production cumulée de l'Arabie saoudite, de l'Irak et du Koweït avait ainsi diminué d'environ six millions de barils par jour, illustrant l'ampleur des perturbations subies par le marché mondial.

L'évolution récente de la situation diplomatique a toutefois changé les perspectives. La signature, le 17 juin dernier, d'un protocole

d'accord entre l'Iran et les États-Unis, ouvrant une période de négociations de soixante jours, a permis un retour progressif de la navigation dans le détroit d'Ormuz, principal corridor d'exportation des hydrocarbures du Golfe.

Les marchés pétroliers ont rapidement intégré cette amélioration. Les prix du brut sont revenus à des niveaux proches de ceux observés avant le conflit, tandis que les flux transitant par le détroit dépasseraient désormais les dix millions de barils par jour. Les analystes soulignent néanmoins que la reprise complète de la production nécessitera encore plusieurs semaines, une partie des exportations actuelles provenant toujours des stocks constitués durant la période de crise.

Selon Ole Hansen, analyste chez Saxo Bank, le mois de juillet devrait marquer une amélioration graduelle de la production, avant une accélération plus nette en août, ce qui justifie le calendrier retenu par l'OPEP+. En relevant progressivement leurs quotas tout en conservant une grande marge de manœuvre, les sept pays producteurs affichent leur volonté d'assurer un approvisionnement régulier des marchés sans provoquer de déséquilibre entre l'offre et la demande. Pour l'Algérie, cette hausse de production représente également un signal positif, susceptible de soutenir les recettes d'exportation tout en renforçant son rôle au sein de l'alliance OPEP+, dont la stratégie demeure fondée sur la concertation, la discipline et la réactivité face aux évolutions de l'économie mondiale.

IMPORTATIONS POUR PROPRE BESOIN

L'ABEF clarifie les nouvelles échéances applicables aux PPI

L'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF) a adressé, le 1er juillet 2026, une correspondance aux directeurs généraux des banques de la place pour les informer des nouvelles dispositions relatives au suivi des opérations d'importation pour propre besoin, au titre du « Fonctionnement » et/ou des « Équipements », concernant le premier semestre 2026. Le document, signé par le délégué général adjoint de l'ABEF, Boualem Ibrouchene, relaie des instructions transmises par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations à travers un courrier daté du 30 juin 2026.

Cette note s'inscrit dans le prolongement du Programme prévisionnel d'importation (PPI), un mécanisme instauré en juillet 2025 et depuis reconduit à chaque semestre. Le dispositif impose à toute entreprise souhaitant importer des matières premières ou des équipements pour ses propres besoins de déposer au préalable, auprès du ministère du Commerce extérieur, un programme détaillant ses volumes, ses valeurs estimées et ses codes du Système harmonisé (HS). Sans validation de ce PPI par les autorités, aucune domiciliation bancaire ni dédouanement

des marchandises n'est possible.

Cette obligation avait été introduite pour freiner l'envolée des importations, qui avaient bondi de 28,4 % durant le premier semestre 2025, atteignant 3 767 milliards de dinars (29 milliards de dollars), creusant le déficit commercial du pays à 711,5 milliards de dinars (5,5 milliards de dollars). Le PPI vise ainsi à mieux encadrer les flux d'importation, à limiter les risques de fraude documentaire et à assurer une traçabilité plus rigoureuse des opérations de commerce extérieur. La note de l'ABEF précise cinq échéances distinctes encadrant une sortie progressive et différenciée du dispositif, selon la nature des importations. Ainsi, la validité des programmes prévisionnels d'importation (PPI) au titre du Fonctionnement pour le premier semestre 2026 a expiré le 30 juin 2026, à l'exception des positions tarifaires ayant déjà fait l'objet d'une domiciliation bancaire. En revanche, les programmes relevant du secteur pharmaceutique, soumis à l'autorisation préalable du ministère de l'Industrie pharmaceutique, bénéficient d'une prorogation jusqu'au 31 décembre 2026, reflétant le caractère stratégique de l'approvisionnement en produits de santé.

Les PPI complémentaires déposés au ti-

tre du premier semestre profitent également de cette prolongation jusqu'à la fin de l'année. S'agissant des programmes relatifs aux Équipements ainsi que de ceux enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), leur validité a pris fin le 30 juin 2026, hormis les dossiers déjà domiciliés et ceux qui seront exceptionnellement libérés par le ministère via sa plateforme numérique. Enfin, les dérogations accordées au premier semestre 2026 pour les importations de Fonctionnement et/ou d'Équipements, conformément à la liste des institutions annexée à la note, ont elles aussi cessé de produire leurs effets à compter du 30 juin 2026. En clôturant strictement les échéances du Fonctionnement et des Équipements au 30 juin, tout en accordant six mois supplémentaires au secteur pharmaceutique et aux programmes complémentaires, le ministère du Commerce extérieur cherche à concilier deux impératifs : maintenir une discipline stricte sur les importations courantes, sources historiques de dérapage de la balance commerciale, tout en évitant de pénaliser les filières jugées sensibles ou les entreprises dont les dossiers étaient déjà engagés.

Synthèse R E.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

De nouveaux acquis pour l'Algérie

Avec le lancement du Système national d'information agricole, l'Algérie aura franchi une nouvelle étape qualitative dans sa transformation numérique, dans le cadre d'une vision globale reflétant la volonté de consacrer l'efficacité dans la gestion de tous les secteurs, et ce à la veille de la mise en service du portail numérique national comme guichet unique des services publics, ce qui donnera une nouvelle dimension à la numérisation dans le pays.

La mise en service de ce nouveau système dans le secteur agricole, conçu par de jeunes compétences algériennes, reflète l'importance centrale qu'occupe désormais la numérisation dans les différents secteurs d'activité, dont l'agriculture en tant que secteur stratégique. Il constitue ainsi un nouvel acquis pour l'Algérie dans le cadre de son orientation vers la mise en place d'un écosystème d'économie numérique.

Le système d'information agricole annoncé lundi dernier vise à fournir des données fiables et actualisées afin de renforcer la gouvernance et d'appuyer la prise de décision aux niveaux central et local dans un secteur important, dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action du secteur agricole pour l'année 2026.

Ce système, dont la mise en service s'effectuera par étapes, comprend la collecte des données relatives aux différentes fonctions et activités liées à l'activité agricole, leur gestion et leur sécurisation. Il permet aussi à l'administration d'actualiser ces données à partir de leur collecte, leur traitement et leur analyse, jusqu'à leur exploitation. Ce dispositif numérique comprend également un tableau de bord central destiné aux responsables centraux ainsi que des interfaces d'exécution dédiées aux directions des services agricoles et aux subdivisions. Sa première version est consacrée au suivi de la campagne de moisson-battage, permettant la saisie et l'analyse des données quotidiennes relatives au déroulement de la campagne ainsi que le traitement des problèmes constatés sur le terrain.

Parmi les mesures prises pour moderniser le secteur figurent la plateforme numérique d'inscription et de suivi du déroulement de l'opération de vente des moutons importés pour l'Aïd El Adha de cette année, ainsi que la création récente d'une page sur le site du ministère de l'Agriculture permettant au citoyen de consulter, en toute transparence, les autorisations et agréments accordés par le ministère aux opérateurs économiques, notamment dans le domaine de l'importation.

L'Algérie a œuvré, particulièrement au cours des deux dernières années, à s'orienter résolument vers la réalisation d'une transformation numérique globale, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre d'une vision stratégique à l'horizon 2030, traduisant la volonté de l'État de consacrer la transparence et l'efficacité dans la gestion de l'ensemble des secteurs.

R E.

64^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Inauguration et lancement de plusieurs projets à l'Est du pays

RELIZANE
Réception de plusieurs projets de développement et lancement de nouveaux chantiers

Plusieurs projets de développement pertinents des secteurs de la santé et des sports ont été réceptionnés, samedi dans la wilaya de Relizane, tandis que les travaux de réalisation de nouvelles infrastructures ont été lancés dans plusieurs communes, dans le cadre de la célébration du 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale.

Les cérémonies, présidées par le wali de Relizane, Kamel Berkane, en présence des autorités locales et de membres de la famille révolutionnaire, ont notamment été marquées par la mise en service de deux polycliniques, après leur réhabilitation et leur équipement. Il s'agit de la polyclinique « Chahid Belkhanfir Djilali », dans la commune d'Oued R'houi, et de la polyclinique « Chahid Bensahli Mohamed », dans la commune d'El Guettar. Cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement des infrastructures sanitaires, de l'amélioration de la couverture médicale et de la qualité des prestations de santé offertes aux citoyens, tout en assurant une permanence des soins 24 heures sur 24.

L'Établissement public hospitalier « Chahid Ahmed Benhatchi » de Mazouna a, pour sa part, été doté de nouveaux équipements médicaux, dont un appareil de mammographie destiné à renforcer les capacités de dépistage précoce du cancer du sein et à améliorer la prise en charge des patients. A cette occasion, le coup d'envoi des travaux de raccordement de 90 logements au réseau de gaz naturel a également été donné dans la localité d'Ouled Mustapha, relevant de la commune d'El Guettar. Cette opération, d'un coût supérieur à 8 millions de dinars, prévoit la réalisation d'un réseau de distribution de deux kilomètres.

R. E.

Des projets de développement ont été inaugurés samedi à travers les wilayas de l'Est, d'autres ont été lancés dans nombre de secteurs dans le cadre du programme de commémoration du 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale, sous l'égide des autorités civiles et militaires locales et en présence de la famille révolutionnaire et des acteurs de la société civile.

Dans la wilaya de Constantine, le wali Abdelkhalek Sayouda, accompagné des autorités locales civiles et militaires, a inauguré les projets de doublement des routes nationales RN-79 et RN-27 reliant respectivement Constantine à Oum El Bouaghi et Constantine à Mila, celui de doublement du chemin de wilaya CW-101 entre Ali Mendjeli et Ain Smara, d'un stade de 3.000 places à Ali Mendjeli, d'une piscine de proximité à El Khroub, outre la remise en service du stade Hassan Bourtal de Constantine après sa réhabilitation et le projet de protection des berges d'Oued Rhummel.

De nouveaux équipements ont été également inaugurés dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'hydraulique, du tourisme et de l'artisanat à Ali Mendjeli, au pôle urbain Retba de Didouche Mourad, dans la commune d'Ain Abid et à Constantine.

A Guelma, deux piscines de proximité ont été inaugurées dans les communes d'Ain Mekhlouf et Oued Zenati et un parc d'attractions à Héliopolis.

Le premier jour du programme officiel de commémoration a donné lieu aussi au lancement par les autorités de wilaya de projets de travaux publics dans les communes d'Ain Mekhlouf, Oued Zenati, Sellaoua Announa et Boumahra Ahmed ainsi qu'à l'inauguration

d'un projet de raccordement au réseau de gaz naturel dans la commune de Dahouara et au lancement du projet de réalisation et d'équipement d'une polyclinique à Boucheouf.

A Batna, le centre culturel islamique cheikh Mohamed-Tahar-Rouabah a été remis en service au terme de travaux de restauration après plusieurs années de fermeture outre l'inauguration d'une nouvelle mosquée d'une capacité de 800 fidèles à la cité Bouzourane.

Il a été également procédé au lancement de la seconde tranche de l'opération de réhabilitation du parc logements des communes et au lancement des travaux d'une école coranique, d'un projet de 72 logements promotionnels aidés au pôle urbain Hamla-2 au profit des travailleurs de la protection civile et des douanes et d'un bureau de poste dans la commune d'Oued Chaâba.

A Sétif, deux CEM, un lycée et une école primaire ont été inaugurés dans les communes de Sétif et Guidjel, outre le lancement des projets d'une mosquée avec école coranique à la cité El Hidhab et d'un siège de la brigade territoriale de la gendarmerie nationale dans la commune de Guidjel.

Les autorités de la wilaya de Souk Ahras ont procédé au lancement des projets d'un lycée, d'une école primaire et d'une polyclinique au chef-lieu de wilaya et la remise en service de la

salle de soins de la même commune après son extension en plus du lancement des travaux de rénovation du réseau d'eau potable du chef-lieu de wilaya et de l'inauguration d'un stade communal de football à Ain Seymour dans la commune de Machroha.

Le wali d'El Tarf, Mohamed Meziane, a présidé dans la commune de Besbès à l'inauguration de deux salles de soins aux villages Belahmar et Benhamada ainsi qu'à la mise en exploitation d'une unité privée de transformation des métaux, du bois et d'impression dans la commune de Zerizer outre le lancement de plusieurs projets du secteur des travaux publics.

Dans la commune de Bouhadjar de la même wilaya, un centre d'enfouissement technique (CET) réalisé sur quatre hectares pour 180 millions DA a été mis en service avec une capacité de 200.000 m³.

La wilaya de Jijel a commémoré cette fête nationale par l'inauguration et la mise en service par le wali Ahmed Meguelati, accompagné des autorités civiles et militaires de la famille révolutionnaire, de plusieurs projets pour les secteurs du sport, de l'hydraulique, du logement et de l'énergie dans les communes d'Oudjana, Taher, Emir Abdelkader et El Kennar Nouchfi.

APS

BOUMERDES

Lancement de la distribution de 1.764 logements dans 27 communes

L'opération de distribution de 1.764 logements, toutes formules confondues, a été lancée samedi à travers 27 communes de la wilaya de Boumerdes, à l'occasion de la célébration du 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale (5 juillet). La cérémonie de distribution, organisée sous le slogan "L'Indépendance, un pied pour les générations", s'est déroulée en présence

des autorités locales, des représentants des institutions, de la société civile et des bénéficiaires. A cette occasion, le wali de Boumerdes, Fouzia Naâma, a indiqué que ces logements, entièrement aménagés et prêts à accueillir leurs occupants, seront distribués progressivement jusqu'à l'achèvement de l'opération. Selon l'exposé présenté à cette occasion, cette opération comprend 250 aides à l'habitat rural dans 14 communes,

546 logements promotionnels libres (LPL) dans 4 communes, 602 logements publics locaux (LPL) dans 5 communes, ainsi que 366 logements pertinents des formules promotionnelles aidées (LPA) et sociales, répartis sur 4 communes. Pour rappel, près de 36.000 logements de différentes formules ont été distribués dans la wilaya de Boumerdes, ces cinq (5) dernières années (2020-2025).

R. E.

MÉDÉA

Récolte prévisionnelle de plus de 200 quintaux de liège

Une récolte prévisionnelle de plus de deux cent (200) quintaux de liège est attendue dans la wilaya de Médéa au titre de la campagne 2026, a-t-on appris, samedi, auprès de la Conservation locale des forêts. Supervisée par l'Entreprise régionale de génie rural (ERGR), la campagne de récolte de liège a débuté il y a une semaine et concerne deux sites forestiers situés au niveau des communes

de Berrouaghia et de Tamesguida, a fait savoir l'inspecteur principal des forêts, Mokhtar Dif. Une première quantité de liège, estimée à 20 quintaux a été récoltée au cours de la première semaine, a-t-il indiqué, précisant que les hausses de température enregistrées durant le mois de juin favorisent le détachement naturel de l'écorce de liège du tronc de l'arbre. Le volume des précipitations enregistré durant

l'automne et l'hiver a permis le développement des parcelles des arbres de chêne-liège au niveau des sites concernés, a-t-il noté. Le même responsable assure que les prévisions de récolte pourraient être revues à la hausse pour atteindre les 500 quintaux, vu l'abondance de la matière première au niveau de ces deux sites. Le liège récolté est destiné à alimenter le sec-

teur de l'industrie de transformation, notamment la bouchonnerie fine, l'isolation thermique et la décoration intérieure, a précisé Mokhtar Dif. Durant la campagne 2025, la récolte était de 116 quintaux, impactée notamment par la sécheresse, a-t-il rappelé.

APS

MOSTAGANEM

Mise en service de plusieurs projets de développement à travers différentes communes

Plusieurs projets de développement ont été mis en service, samedi dans différentes communes de la wilaya de Mostaganem, dans le cadre du programme de célébration du 64^e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale.

Le wali de Mostaganem, Ahmed Bou-douh, accompagné des autorités civiles et militaires, ainsi que de représentants de la famille révolutionnaire, a inauguré le projet de raccordement du quartier Terfas, dans la commune de

Bouguirat, au réseau de gaz naturel, pour un coût de plus de 5,7 millions de DA.

Ce projet réalisation a consisté en la d'un réseau de 1,9 km, permettant le raccordement d'une centaine de familles à cette source d'énergie.

Dans la même commune, le village de Mâamria a retenu de la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 500 mètres cubes, destiné à renforcer l'alimentation en eau potable et à améliorer le service public de distribution de l'eau, pour une enveloppe financière de

27 millions de DA.

Un vaste projet de réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable a également été lancé au profit du village de Mâamria et de cinq villages voisins de la région d'Ouled Chafaâ. Doté d'un budget de 16 millions de DA.

Il prévoit la réalisation d'un réseau de 11 km et le raccordement d'environ 150 logements.

Dans la commune de Oued El Kheir, la polyclinique a été remise en service après une opération de réhabilitation

d'un montant de 20 millions de DA.

L'établissement a été doté de deux services dédiés aux urgences, ainsi qu'à la protection maternelle et infantile, en plus d'un laboratoire de radiologie et d'un laboratoire d'analyses médicales. A Ain Tedlès, une cellule de proximité de solidarité a été inaugurée. Cette structure couvre les daïras d'Ain Tedlès et de Kheireddine, regroupant cinq communes, pour un coût de 2,6 millions de DA.

APS

Ce ne sont pas les marchés capitalistes qui résoudront les pandémies ou la crise climatique

Davis, écrit Wallace-Wells, avait « des raisons impérieuses de revenir sur cette page secrète de l'histoire ». Il cherchait tout particulièrement à remettre en cause les récits historiques traditionnels qui, soit ignoraient ces famines dévastatrices, soit en déformaient profondément les causes politiques et économiques.

1^{ère} partie

Par Jag Bhalla (*)

Une politique délibérée

Les historiens whigs [Le terme « historiens whigs » désigne une approche de l'histoire qui interprète le passé comme une progression inévitable vers les valeurs modernes, notamment la liberté, la démocratie et la rationalité scientifique, NdT] justifient généralement l'époque coloniale en avançant ce que Davis a qualifié de « discours arrogants sur les bienfaits, en termes de vies sauvées, du transport à vapeur et des marchés céréaliers modernes ». Mais il s'agissait là d'une grave erreur de jugement. Si des millions de personnes ont trouvé la mort, ce n'est pas parce qu'elles vivaient dans les « recoins figés de l'histoire mondiale », mais « au moment même où elles étaient intégrées de force » à la modernité des marchés mondiaux.

Ce carnage s'est produit du temps de « l'âge d'or du capitalisme libéral », lequel a joué un rôle meurtrier (par le biais d'une « application théologique [...] [des] [...] principes sacrés »). Une grande partie de ce récit est toutefois passée sous silence dans la brève analyse de Wallace-Wells. Il est important de bien cerner ces faits, car ces mêmes doctrines capitalistes qui ont été à l'origine de ces catastrophes d'autrefois continuent d'être à l'œuvre aujourd'hui. Elles continuent de freiner notre réponse à la crise climatique.

La cruauté sans coupables

« Trois crises alimentaires mondiales » se sont produites entre 1876 et 1902, écrit Davis, elles ont entraîné entre trente-deux et soixante et un millions de morts à cause d'une famine en Inde, en Chine et au Brésil. Robert Knight, rédacteur en chef du Bombay Times, estime que les responsables de la politique officielle de l'Inde alors sous domination britannique en matière de famine (ou de la dissimulation de ses effets) étaient coupables de « meurtres de masse ». Davis accuse explicitement « les marchés des matières premières et la spéculation sur les prix [...] ainsi que la volonté de l'État ». Dans tous les pays concernés sauf un, « la pénurie absolue [...] n'a jamais été le problème ». En Inde, l'élite britannique a supervisé « d'énormes exportations de céréales vers l'Angleterre alors que le pays était en proie à une famine effroyable ». Le carnage qui en a résulté a été une « tragédie politique qui aurait pu être évitée », et non une catastrophe naturelle. Les coupables n'étaient pas des forces ano-



nymes, mais des choix politiques et commerciaux opérés par des individus identifiables (il cite trois vice-rois : Lyton, Elgin et Curzon). La rapacité l'a emporté sur la morale. Ce risque persiste encore aujourd'hui.

Voici comment Wallace-Wells présente les conclusions de Davis : « Les catastrophes environnementales frappent ceux qui ont été rendus les plus vulnérables » et « Les phénomènes El Niño du XIXe siècle [ont constitué] autant un test pour l'économie politique mondiale qu'une parabole de la fragilité écologique. » Il s'attend à ce que 2027 soit un test similaire (cependant de moindre ampleur). Mais à la lecture de son exposé, qui ne mentionne aucun coupable, on passe facilement à côté du rôle joué par la cupidité des marchés et des choix politiques qui ont créé ces vulnérabilités. Cela revient pratiquement à ignorer la leçon la plus importante que Davis nous adresse aujourd'hui : la déférence envers les marchés peut avoir des conséquences moralement choquantes.

Wallace-Wells évoque certes la « cruauté impériale », mais là encore, son langage abstrait gagnerait à être plus concret. Les dirigeants britanniques de l'Inde ont fait passer leurs intérêts personnels et leur marché libre adoré avant la vie des pauvres. Ils ont imposé la loi sur les contributions anti-caritatives, interdisant l'aide privée (qui risquait d'influencer les prix du marché). La seule aide autorisée se trouvait dans d'horribles camps de travail, comme celui de Madras, où les rations quotidiennes avaient un apport calorique inférieur à celui des rations des détenus de Buchenwald.

Davis cite un rapport britannique sur l'un de leurs holocaustes : la famine était « due à la hausse des prix plutôt qu'à une pénurie alimentaire ». Les tra-

vaux d'Amartya Sen ont démontré que cette affirmation est généralement vraie : bien souvent, les famines ne sont pas dues à un manque de nourriture disponible, mais à une « défaillance des droits » ou à une insuffisance du pouvoir d'achat. Ceux qui défendent cette théorie ont raison de dire que les marchés peuvent accomplir des choses extraordinaires en exploitant des informations dont aucun individu ne dispose (comme l'a montré Friedrich von Hayek). Mais les seules informations dont se servent les marchés sont les prix et le pouvoir d'achat.

Si les pauvres ne parviennent pas à dégager un pouvoir d'achat suffisant, alors les acteurs du marché ne perçoivent même pas ce dont ils ont besoin pour survivre. À cet égard, la dynamique du marché relègue structurellement au second plan les besoins des pauvres. À moins que le pouvoir d'achat de ces derniers ne soit garanti comme étant suffisant pour assurer leur survie, les marchés peuvent aggraver la souffrance au lieu de l'atténuer. Cela a contribué, comme l'écrit Davis, à l'absurdité du fait que « tandis que l'Asie mourait de faim, les États-Unis faisaient la plus grande récolte de blé de l'histoire mondiale [...] et [...] brûlaient un surplus de blé sans valeur ».

Pour comprendre pourquoi il ne s'agit pas d'un problème dépassé, il suffit de prendre l'exemple de l'« apartheid vaccinal » lié à la pandémie de COVID, où des dirigeants d'entreprises à but lucratif ont fait échouer les efforts déployés pour agir avec décence et sauver des vies. Par exemple, l'objectif initial de l'université d'Oxford, qui était de concéder des licences non exclusives et libres de droits pour son vaccin contre la COVID, a été abandonné. Après l'intervention de Bill Gates et de sa fondation, entre autres, la licence a été accordée en

exclusivité à une société à but lucratif. Une fois de plus, il y a à peine six ans, nos dirigeants ont fait passer le profit avant la protection des vies des plus démunis dans le monde. Nous devons trouver des solutions à de nombreux problèmes, qu'ils soient rentables ou pas. N'est-ce pas ce qu'exige la décence ? Mais il existe d'autres exemples de distorsions du marché qui sont moralement discutables, prenons le système alimentaire mondial. On produit plus qu'assez de calories pour nourrir toute l'humanité, mais près de huit hectares sur dix de terres agricoles mondiales servent à engraisser la viande destinée aux riches et à leurs animaux de compagnie. Contrairement à ces animaux de compagnie tant aimés, 2,4 milliards de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire (soit un être humain sur trois), et 150 millions d'enfants souffrent d'un retard de croissance dû à la malnutrition. Pourtant, les céréales cultivées pour les agrocarburants pourraient « nourrir 1,9 milliard de personnes chaque année ».

Cette avalanche de souffrances qui pourraient être évitées est aggravée par les atrocités commises par la spéculation boursière. Certaines des personnes et des institutions les plus riches du monde (telles que les gestionnaires de fonds spéculatifs ou les fonds de dotation des universités prestigieuses) se livrent à des paris sur les marchés des matières premières alimentaires. Le résultat final est que des prédateurs avides s'enrichissent en privant de nourriture les bébés les plus pauvres de la planète. Des chercheurs ont démontré par exemple, qu'entre 2007 et 2010, l'augmentation des stocks mondiaux de céréales aurait suffi à nourrir 440 millions de personnes pendant un an. Ces céréales ont été thésaurisées plutôt que consommées en raison de la « spéculation ». La moitié des cinq millions de décès annuels d'enfants de moins de cinq ans dans le monde sont dus à la malnutrition. Une telle spéculation sur les prix alimentaires s'apparente à un « crime de guerre en col blanc » qui voit des criminels en costume-cravate s'enrichir en commettant des meurtres à distance par le biais des marchés (ces crimes se poursuivent d'ailleurs en temps de paix).

(A suivre)

(*) Auteur spécialisé dans les sciences, les technologies et l'histoire des idées. Il vit à Washington.

Source : *Jacobin*, 27-05-2026
Traduit par les lecteurs du site *Les-Crises*

TUNISIE

Tunis inaugure un nouveau modèle de développement

Le Plan de développement 2026-2030 est présenté comme l'expression d'un nouveau modèle de développement. Pourtant, sa logique de préparation semble rompre avec celle qui prévalait jusqu'à présent, soulignent des économistes tunisiens. Traditionnellement, un plan quinquennal fixait les grandes orientations économiques et sociales du pays. Les lois de finances annuelles étaient ensuite élaborées dans ce cadre, tout en étant adaptées à l'évolution de la conjoncture nationale et internationale. Le processus suivi pour le Plan 2026-2030 paraît inverser cette séquence. Le budget de l'État et la loi de finances pour 2026 ont été préparés au second semestre de 2025 sur la base d'une hypothèse de croissance de 3,3 %. Puis, près d'un an plus tard, en juin 2026, le Plan 2026-2030 est publié en retenant exactement la même prévision pour 2026. Pourtant, entre ces deux dates, le contexte économique et géopolitique mondial a sensiblement évolué. Les tensions internationales se sont accrues et plusieurs institutions internationales ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour la Tunisie, les situant désormais entre 2 % et 2,5 % pour 2026. Cette chronologie soulève une question de méthode. Dans une démarche classique de planification, le budget annuel découle du plan, lequel est régulièrement actualisé pour tenir compte des nouvelles données économiques. Ici, le processus semble inversé : le Plan 2026-2030 donne l'impression d'avoir été élaboré a posteriori afin de confirmer les hypothèses retenues lors de la préparation du budget 2026, plutôt que de les réexaminer à la lumière de l'évolution de la conjoncture. Un modèle de développement se juge autant par la qualité de sa vision que par sa capacité à intégrer les réalités économiques au moment où il est publié.

R. I.

ÉGYPTE

Le Caire ajuste son dispositif énergétique avant le pic de consommation estival

L'Égypte aborde la saison estivale avec un système énergétique sous contrainte, marqué par une demande électrique saisonnière élevée et une forte dépendance au gaz, le tout dans un contexte de déséquilibre persistant entre production domestique et besoins du réseau.

Synthèse rédaction Internationale

Le mardi 30 juin, l'Égypte a finalisé les derniers ajustements de son dispositif de préparation de la saison estivale, avec une coordination entre les ministères de l'Électricité et du Pétrole. Cette phase de préparation s'effectue alors que la demande électrique est attendue en hausse d'environ 8 % par rapport au pic record de 40 000 MW atteint l'an dernier. Les autorités anticipent une charge du réseau supérieure aux niveaux de 2025, dans un contexte où la consommation progresse avec l'intensification des températures d'été. Le système électrique reste exposé à des variations saisonnières marquées, avec des pics liés aux besoins de refroidissement, qui concentrent une part importante de la demande. Le gaz naturel constitue la principale source d'alimentation des centrales électriques, représentant environ 52 % du mix énergétique national. Cette configuration place l'équilibre du système sous contrainte directe de la disponibilité du gaz. Pour assurer l'alimentation du réseau, Le Caire combine production locale, im-

portations et recours à des infrastructures flexibles. Les unités flottantes de regazéification de GNL permettent d'injecter rapidement du gaz importé dans le système, et le terminal de Damiette est utilisé comme point de stockage, afin de lisser les arrivées de cargaisons et d'ajuster l'offre aux variations de la demande. Les importations de gaz ont augmenté pour répondre aux pressions sur le système. Les flux en provenance d'Israël ont progressé de 26 % depuis la mi-mai, atteignant 1,2 milliard de pieds cubes par jour. Ces volumes sont dirigés vers les centrales électriques et les secteurs industriels, afin de couvrir les besoins lors des périodes de pointe. La production nationale reste quant à elle contrainte. Selon la Joint Organizations Data Initiative (JODI), elle s'est établie à 3 214 millions de mètres cubes en avril, contre 2 190 millions m3 d'importations sur la même période. Rappelons que l'Égypte est redevenue importatrice nette de gaz depuis 2024, notamment à cause de la baisse de production du champ offshore Zohr, qui a longtemps constitué la principale base de production de son système gazier, avant de décliner avec sa maturité.

Dans ce contexte, le GNL est utilisé comme variable d'ajustement. Les infrastructures de regazéification et le terminal de Damiette permettent de réceptionner, de stocker et de réinjecter les cargaisons en fonction des besoins du réseau électrique. Un accord avec le Qatar prévoit la livraison potentielle de jusqu'à 24 cargaisons pour la prochaine saison estivale. Ce mécanisme s'ajoute à un portefeuille de contrats conclus avec plusieurs fournisseurs internationaux pour sécuriser l'approvisionnement. Les autorités prévoient de même l'ajout de 2 200 MW de capacités renouvelables, et de 1 300 MW de stockage par batteries. Les centrales électriques affichent par ailleurs une consommation de carburant inférieure à 170 grammes par kilowattheure produit. Mais malgré ces ajustements, l'équilibre du système dépend encore de la disponibilité du gaz importé et de la capacité des infrastructures à absorber les variations de la demande. La stabilité du réseau reste quant à elle liée à la gestion simultanée de la production, des importations et des pics saisonniers de consommation.

LIBYE

Adoption d'un nouveau règlement encadrant les agences commerciales étrangères

Le ministère libyen de l'Économie et du Commerce a adopté, le 26 juin, un nouveau règlement encadrant les agences commerciales étrangères. Le texte vise à moderniser les conditions d'accès des entreprises étrangères au marché libyen et à renforcer la transparence des relations commerciales. Selon le régime général des agences commerciales prévu par la loi n°23 de 2010, la majorité des

entreprises étrangères doit désigner un agent commercial libyen pour commercialiser leurs produits ou représenter leurs intérêts. Le nouveau règlement précise les critères d'éligibilité applicables aux agents libyens, aux entreprises étrangères et aux contrats d'agence. Il introduit également un système d'évaluation des demandes afin de rendre les procédures d'attribution plus objectives. Le texte renforce par ailleurs les

exigences en matière de gouvernance et de transparence. Il impose notamment l'identification des bénéficiaires effectifs des entreprises, prévoit des mesures destinées à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et intègre des dispositions relatives à la protection de la concurrence, à la protection des données et à la numérisation des procédures administratives. Cette réforme s'ins-

crit dans les efforts engagés par les autorités libyennes pour améliorer le climat des affaires et rapprocher le cadre réglementaire des standards internationaux. Si elle ne remet pas en cause le principe du recours à un agent commercial libyen, elle rendra ce système plus transparent et davantage conforme aux exigences de gouvernance attendues par les investisseurs étrangers.

Agence

MAURITANIE

« Le déficit commercial de 400 millions de dollars est essentiellement conjoncturel », selon Mohamed Lemine Vayda

En marge d'une intervention consacrée aux enjeux du commerce extérieur, Mohamed Lemine Vayda, directeur du Commerce extérieur au ministère mauritanien du Commerce et du Tourisme, a apporté un éclairage sur la structure des échanges de pays et la lecture qu'il convient de faire de ses indicateurs commerciaux. Pour le responsable mauritanien, la notion de commerce ne saurait être réduite aux seules transactions de marchandises. « Le commerce est un terme polysé-

mique », rappelle-t-il, soulignant qu'il englobe également les échanges de services, souvent moins visibles mais de plus en plus déterminants dans les économies modernes. S'agissant des échanges de biens, Mohamed Lemine Vayda reconnaît que la Mauritanie affiche une balance commerciale déficitaire. Selon lui, le déficit atteint environ 400 millions de dollars, les importations demeurant supérieures aux exportations. Le directeur du Commerce extérieur in-

tervenant a relativisé cet indicateur. À ses yeux, ce déséquilibre est avant tout conjoncturel et ne traduit pas nécessairement une faiblesse structurelle de l'économie mauritanienne. Il estime que l'analyse du commerce extérieur doit tenir compte de la composition des importations, des investissements en cours ainsi que des évolutions attendues des secteurs exportateurs. Cette lecture intervient dans un contexte où la Mauritanie accélère la valorisation de ses ressources naturelles, notamment

dans les secteurs minier et gazier, avec l'ambition de renforcer à terme ses recettes d'exportation et d'améliorer l'équilibre de ses comptes extérieurs. Pour les autorités mauritaniennes, l'enjeu dépasse ainsi la simple réduction du déficit commercial. Il s'agit également de diversifier les exportations, de développer les services marchands et de renforcer la compétitivité de l'économie afin d'accroître son intégration dans les échanges régionaux et internationaux.

Agence

POUR SOUTENIR L'IRRIGATION D'ICI 2030

Le Kenya veut mobiliser 1,5 milliard \$

Le 1er juillet 2026, le gouvernement kényan a dévoilé à Nairobi son Plan national d'investissement pour les systèmes agroalimentaires (2026-2030). L'irrigation constitue l'un des grands chantiers de ce plan quinquennal dans le secteur agricole.

Le Kenya prévoit d'attirer 190 milliards de shillings (environ 1,5 milliard \$) pour financer le développement de l'irrigation dans le cadre de son Plan national d'investissement pour les systèmes agroalimentaires (PNISA) sur la période 2026-2030. À travers ce plan d'investissement, le gouvernement ambitionne de mettre en valeur 200 000 hectares supplémentaires de terres irriguées d'ici à 2030. Les interventions prévues porteront principalement sur l'extension des superficies irriguées, la modernisation des infrastructures existantes, l'alimentation à l'énergie solaire des systèmes de pompage, la numérisation de la gestion de l'eau, le renforcement de la mécanisation agricole ainsi que la structuration de pôles agroindustriels intégrés reliant production, stockage et marchés. Selon le document de présentation du PNISA consulté par Agence Ecofin, il est prévu que 60 % des nouveaux périmètres irrigués soient alimentés par l'énergie so-

laire et renouvelable afin de réduire la dépendance aux carburants fossiles et les coûts énergétiques qui y sont associés.

Le secteur privé au cœur de la stratégie

Selon les autorités, l'investissement sera mobilisé à travers une combinaison de financements publics, de capitaux privés, de partenariats public-privé (PPP) et de mécanismes de financement mixte destinés à réduire les risques pour les investisseurs. Il est prévu que les infrastructures d'irrigation soient de plus en plus développées sous forme de PPP, où les opérateurs privés financeront, construiront et exploiteront les équipements en contrepartie de redevances d'utilisation ou d'accords commerciaux sur les récoltes. Un fonds dédié, le Fonds d'investissement dans les infrastructures d'irrigation (IIIF), doit par ailleurs être mis en place afin de structurer les investissements.

Dans cette logique d'ouverture aux parte-

nariats public-privé et aux financements extérieurs, le Kenya multiplie déjà les discussions avec des partenaires techniques internationaux. Selon les informations relayées par le média local The Star, Maren Kneller, responsable de la coopération au développement à l'ambassade d'Allemagne, a annoncé le 1er juillet un investissement de 3,26 milliards de shillings (25,2 millions \$) pour financer des infrastructures d'irrigation dans l'ouest du Kenya. Un peu plus tôt, le 29 mai dernier, le Département d'État à l'Irrigation a annoncé un rapprochement avec le Portugal pour le développement des infrastructures d'irrigation, incluant la construction de barrages, les systèmes de captage d'eau et la modernisation des réseaux d'irrigation. Ces échanges pourraient également permettre l'implication d'investisseurs portugais dans des projets agricoles à grande échelle.

Synthèse R I.

MÉCANISATION AGRICOLE AU TOGO

La BOAD injecte 40 milliards FCFA supplémentaires

En Afrique subsaharienne, la faible mécanisation agricole pèse sur les rendements et les revenus des producteurs. Le Togo mise sur des centres régionaux d'équipement pour moderniser son agriculture. Le Togo va bénéficier d'un nouveau financement de 40 milliards FCFA de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) pour la deuxième phase du Programme d'appui à la mécanisation agricole et à l'irrigation (ProMAI). Ce financement a été approuvé ce lundi 29 juin 2026, à l'occasion de la 151e session ordinaire du Conseil d'administration de l'institution, organisée le vendredi 26 juin dernier, à son siège à Lomé. Cette nouvelle enveloppe porte à un total de 60 milliards FCFA le financement mobilisé par la BOAD au profit de ce programme, après une première phase de 20 milliards FCFA approuvée

en octobre 2025. Au Togo, le ProMAI a pour objectif d'améliorer la productivité agricole, d'accroître les revenus des producteurs et de renforcer la sécurité alimentaire grâce à l'acquisition d'équipements modernes de mécanisation et d'irrigation.

Accélérer la modernisation de l'agriculture

Rappelons que la première phase du programme prévoit notamment l'acquisition de matériels agricoles et d'équipements d'irrigation au profit des Centres régionaux de mécanisation agricole (CRMA), ainsi que leur déploiement dans plusieurs régions du pays. Les CRMA, lancés notamment en 2023 à Kara et à Kpalimé, offrent aux producteurs des services de mécanisation, de maintenance, de formation et de conseil. Leur ex-

tension figure parmi les objectifs du programme. En avril dernier, le ProMAI franchissait une nouvelle étape avec la validation de ses manuels de procédures administratives, financières, de suivi-évaluation et de passation des marchés, destinés à renforcer la gouvernance et l'efficacité de sa mise en œuvre. Selon la BOAD, la deuxième phase devrait favoriser une meilleure maîtrise de l'eau, accroître les rendements et soutenir les revenus des exploitants. L'opération fait partie des 11 nouveaux projets approuvés par la banque lors de cette session tenue à Lomé, pour un montant global de 344,6 milliards FCFA en faveur des pays de l'UEMOA. Depuis sa création en 1973, la BOAD a engagé plus de 10 800 milliards FCFA de financements dans la sous-région.

R I.

BIOCARBURANTS

L'Angola mise sur la recherche académique pour diversifier son énergie

L'Angola tire l'essentiel de ses revenus du pétrole dont la production a significativement décliné ces 10 dernières années. Le pays cherche à développer de nouvelles filières énergétiques pour diversifier son économie. Pour diversifier son bouquet énergétique, l'Angola confie une partie de sa stratégie de biocarburants à ses universités. L'Université José Eduardo dos Santos (UJES), et l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG) ont présenté vendredi 26 juin, les résultats de la première phase de leur projet de recherche agroécologique. Selon les informations relayées par l'agence de presse officielle angolaise ANGOP, le projet baptisé Likongela Esumuluho ya Yela (LEYA), « Joignez-vous à la Prospérité Propre » en langue nationale, a permis en douze mois d'identifier plusieurs espèces végétales à fort potentiel pour la production de biocarburants. Le soja, la canne à sucre, le tournesol et le

sésame figurent parmi les cultures retenues à l'issue de cette phase d'activités. Celle-ci a été effectuée par une équipe de quinze spécialistes de la Faculté des sciences agronomiques de l'UJES à Bié, Huambo et Moxico, trois provinces du centre et de l'est du pays avec un budget de 71 milliards de kwanzas, soit environ 77 millions de dollars.

« Cette initiative vise à promouvoir l'industrialisation du secteur, à renforcer la protection de l'environnement et à encourager une plus grande responsabilité écologique auprès des exploitations agricoles familiales et des producteurs mécanisés », a déclaré, lors de la présentation des résultats, Luís Manuel Miapia, professeur de la Faculté des sciences agronomiques de l'UJES et coordinateur du projet.

Un projet en lien avec une stratégie nationale à long terme

Cette initiative s'inscrit dans un cadre stra-

tégique plus large. En avril dernier, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié la Stratégie nationale angolaise des biocarburants 2025-2050, élaborée par le ministère des Ressources minérales, du Pétrole et du Gaz. Ce document vise à lancer une production commerciale de biocarburants d'ici 2030, à générer des revenus cumulés d'environ 50 milliards de dollars d'ici 2050 et à créer environ deux millions d'emplois dans la chaîne de valeur agricole et énergétique. Miapia a plaidé en faveur d'un remplacement progressif des combustibles fossiles par les biocarburants, estimant qu'il s'agit d'une mesure indispensable pour préserver les écosystèmes et la biodiversité de l'Angola. Un engagement qui résonne d'autant plus dans un pays dont la production pétrolière est en déclin depuis son pic de 1,9 million b/j en 2015 d'après World Oil, contre environ 1 million b/j actuellement.

Agence

POUR DES PROJETS ROUTIERS Le Burkina Faso sécurise au moins 523 millions \$

Le déficit d'infrastructures routières demeure l'un des principaux freins à la compétitivité des pays africains, notamment ceux enclavés dont une grande partie des échanges dépend des corridors les reliant aux ports des États côtiers. Les investissements dans ce domaine restent ainsi une priorité des pouvoirs publics.

Le Parlement burkinabè a approuvé un financement global de plus de 300 milliards FCFA (plus de 523,4 millions USD) destiné à plusieurs projets d'infrastructures routières. Mobilisés à travers trois accords de prêt, ces fonds doivent permettre de bitumer plus de 300 kilomètres de routes et d'aménager plus de 200 km de pistes rurales, avec pour objectif de renforcer les échanges économiques, d'améliorer la connectivité intérieure et de consolider les corridors régionaux. Le premier financement est consacré au Programme d'interconnexion des routes communautaires et de facilitation des transports (PIRCofaT). Il vise l'aménagement du tronçon Banfora – frontière ivoirienne, un axe stratégique pour le transport de marchandises et les échanges commerciaux avec la Côte d'Ivoire.

Le deuxième accord concerne le Projet de réhabilitation des infrastructures de soutien à l'économie (PRISE). Celui-ci prévoit la modernisation des tronçons Ouo – Gaoua, Bousse – Kordé, Garango – Tenkodogo et Nioryida – Manga, afin d'améliorer la mobilité des personnes et des biens. Le troisième financement porte sur le Projet de bassin d'intégration Sikasso – Korhogo – Bobo-Dioulasso (SKBo). Il prévoit le bitumage de la route Banfora – Ouo, ainsi que l'aménagement de plusieurs centaines de kilomètres de pistes rurales destinées à désenclaver les zones de production agricole et à faciliter leur accès aux marchés. Selon le ministère des Infrastructures, la mise en œuvre de ces différents projets permettra non seulement d'étendre le réseau routier revêtu du pays, mais aussi de réhabiliter plusieurs axes existants, contribuant ainsi à la modernisation du réseau nationale de transport. Au-delà de leur portée économique et logistique, ces investissements surviennent dans un contexte sécuritaire tendu dans l'ouest du Burkina Faso, ainsi qu'au niveau de plusieurs zones frontalières. Pour les autorités, l'amélioration du réseau routier constitue également un levier pour renforcer la présence de l'État, faciliter la mobilité des forces de sécurité, améliorer l'accès des services publics dans les localités enclavées, et renforcer la surveillance des principaux corridors transfrontaliers.

Agence

POINT-MARCHÉS

La vieille économie essaie de se rebeller

Les places européennes ont nettement surperformé cette semaine, avec une cascade de records pour bon nombre d'indices (Stoxx Europe 600, Dax, SMI, Ibex...). Le rapport mensuel sur l'emploi américain, sous les attentes, a rassuré, repoussant les anticipations de hausse de taux par la Fed. A l'issue d'une semaine écourtée, Wall Street termine en demi-teinte. Si le Dow Jones pulvérise ses records, la tendance a été nettement alourdie par la baisse de la Tech, des semi-conducteurs et des valeurs liées à l'IA.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

TOPS

Nagarro SE +86,7 % : le spécialiste allemand des services informatiques profite d'une offre publique d'achat annoncée sur la période, dont la divulgation anticipée a provoqué un bond suspect du cours, au point que le PDG du groupe déclare s'attendre à l'ouverture d'une enquête par la Ba-Fin.

Abivax +59,76 % : la biotech française change de dimension après les bons résultats de phase 3 de l'obéfazimod dans la recoltite hémorragique. Le groupe a surtout profité de l'embellie pour lever finalement 920 MUSD via des ADS, option de surallocation comprise, ce qui allège la pression financière et renforce son statut de biotech française chouchoutée par Wall Street.

CMC Markets +55,98 % : le courtier britannique spécialisé dans les produits dérivés est propulsé par un spectaculaire relèvement de ses perspectives financières pour l'exercice 2026/2027, adossé à une croissance qualifiée d'exponentielle de ses activités auprès des entreprises. Ce réajustement ambitieux convainc les investisseurs, qui font bondir le titre à la Bourse de Londres. Bridgepoint Group PLC +25,88 % : le gestionnaire d'actifs britannique grimpe après l'annonce de l'acquisition de Kayne Anderson Real Estate pour 1,39 MdUSD, une transaction qui renforce significativement son ancrage dans l'immobilier américain. Le PDG de la société acquise a confirmé l'accord en début de semaine, soulignant la complémentarité stratégique de ce rapprochement.

SES S.A +24,12 % : l'opérateur satellitaire profite d'un possible nouveau pactole aux Etats-Unis. La FCC prépare une vente aux enchères de fréquences de la bande C, dont SES détient une large part depuis le rachat d'Intelsat. Le marché y voit une source potentielle de cash pour accélérer le désendettement du groupe.

Hensoldt AG +16,46 % : le radariste allemand profite du retour des investisseurs sur la défense européenne. Le groupe a aussi calmé les craintes liées à l'arrêt des frégates F126, en indiquant ne pas prévoir d'impact sur ses perspectives à court ou moyen terme. Le contrat représentait un peu plus de 200 MEUR, mais plus d'un tiers a déjà été comptabilisé, et son radar maritime reste utilisé sur d'autres programmes.

Rheinmetall +15,51 % : le groupe allemand de défense reprend de la hauteur après son trou d'air sur les frégates F126. Le marché revient sur le dossier à la faveur d'une série de contrats, entre systèmes Skynex, munitions d'artillerie pour l'Ukraine et hôpitaux de campagne au Maroc. Le sujet KNDS et l'abandon du programme naval restent en arrière-plan.

FLOPS

Sivers Semiconductors -11,13 % : le fabricant suédois de semi-conducteurs est sanctionné après l'annonce d'une levée de fonds de 700 millions de couronnes suédoises, une opération dilutive qui pèse sur le cours. Cette auto-décote, relevée par les médias financiers le 1er juillet, refroidit les investisseurs malgré la solidité affichée du secteur. Salmar -9,72 % : le salmoniculteur norvégien reste sous pression après une série de coups de rabot d'analystes. Pareto passe d'acheter à conserver, tandis que Danske Bank, SEB et Barclays abaissent leurs objectifs de cours.

TOPS US

Strategy +22,43 % : le groupe américain spécialisé dans la détention de bitcoins grimpe malgré un début de semaine difficile. L'adoption d'un nouveau cadre stratégique, intégrant une politique de réserve en dollars, une politique de dividende, des rachats d'actions et la monétisation de ses bitcoins, redonne confiance aux investisseurs. Rivian Automotive +19,19 % : le construc-

teur californien de véhicules électriques bondit après avoir livré un deuxième trimestre supérieur aux attentes et relevé ses objectifs de livraisons annuelles à 65 000 à 70 000 unités, contre 62 000 à 67 000 précédemment. Ce chiffre dépasse ainsi le consensus FactSet qui tablait sur environ 64 000 véhicules.

AST Spacemobile +19,15 % : le spécialiste américain de la connectivité satellitaire directe aux smartphones profite d'une annonce gouvernementale japonaise. Tokyo accorde jusqu'à 912 MUSD de subventions au projet de réseau satellite de Rakuten, partenaire clé du groupe. Cette annonce renforce la crédibilité commerciale du déploiement mondial d'AST SpaceMobile et ravive l'appétit des investisseurs pour le dossier.

FLOPS US

Sandisk -16,54 % : le fabricant américain de mémoires flash est plombé par l'annonce d'un dirigeant qui cède pour plus de 1,25 MUSD de titres en pleine semaine, signal de défiance interne. Le repli des valeurs technologiques à Wall Street, notamment des semi-conducteurs, accentue la correction.

Teradyne -15,51 % : le spécialiste américain des équipements de test de semi-conducteurs subit également le choc sectoriel. Une information faisant état d'un ralentissement des mémoires HBM par SK Hynix a déclenché une vente massive sur l'ensemble du complexe IA. Parallèlement, un analyste de Citi a semé le doute sur la soutenabilité des dépenses des grandes plateformes cloud en infrastructures IA, amplifiant la pression sur le groupe.

Coreweave -15,36 % : le spécialiste américain de l'infrastructure cloud dédiée à l'IA est plombé par une accumulation de cessions d'initiés. Trois dirigeants ont vendu pour un total d'environ 18,5 MUSD d'actions en l'espace de deux séances, alimentant la défiance du marché. La pression sur le dossier est accentuée par Meta qui annonce une offre cloud concurrente pour écouler ses capacités excédentaires en IA.

Matières premières

Energie : Nouvelle séquence hebdomadaire de baisse pour les prix pétroliers, la quatrième consécutive, qui ramène le Brent à 71,90 USD et le WTI à 68,60 USD le baril. Le marché table sur une amélioration plus ou moins rapide de l'offre au Moyen-Orient, alors que les discussions indirectes entre les Etats-Unis et l'Iran semblent progresser. Le trafic maritime reprend partiellement dans le détroit d'Ormuz. Les flux restent certes inférieurs à leur niveau normal, mais le retour progressif des pétroliers réduit la prime de risque géopolitique. Cette normalisation change la perception du marché. Cela se reflète sur la structure des prix à terme, qui est repassée en contango. Concrètement, cela veut dire que les prix du brut pour une livraison à court terme sont inférieurs aux contrats à moyen/long terme. Cela traduit une offre abondante, sans risque de pénurie. Aux Etats-Unis, le pétrole coule à flot selon les dernières données de l'EIA, qui estime que la production et les exportations américaines ont atteint un niveau record.

Métaux : Les métaux industriels ont évolué de façon contrastée cette semaine. L'aluminium a de nouveau reculé, pénalisé par l'amélioration des perspectives d'offre au Moyen-Orient. Le cuivre a mieux résisté et

s'échange autour de 13326 USD à Londres. Les investisseurs surveillent toujours les discussions entre les Etats-Unis et l'Iran, ainsi que l'absence d'annonce de la Maison Blanche sur d'éventuels droits de douane américains sur le cuivre raffiné. Du côté des métaux précieux, l'or a nettement rebondi. Le métal jaune a progressé au-dessus de 4180 USD l'once après des créations d'emplois américaines plus faibles que prévu. Ces données ont réduit les anticipations de hausse des taux de la Fed, une aubaine pour l'or, qui ne délivre pas de rendement. Les achats des banques centrales soutiennent aussi la relique barbare.

Macroéconomie

Macro : Au terme d'une semaine écourtée aux Etats-Unis en raison de la fête nationale, les investisseurs digèrent les dernières données macroéconomiques. Le rapport sur l'emploi et le discours volontaire du nouveau président de la Réserve fédérale américaine, déterminé à ramener l'inflation en direction des 2%, ont manifestement séduit les bonds vigilants. Le marché actions américain n'en a pas spécialement profité en raison de la rotation à l'œuvre au détriment des valeurs liées à l'IA et aux semi-conducteurs tandis que l'Europe enregistre de nouveaux records. Ainsi, l'écart de performance entre le Stoxx Europe 600 et le S&P 500 est désormais comblé, chacun progressant de plus de 9% depuis le début de l'année. Même si de nouveaux rebondissements sont certainement à prévoir, à commencer par la nouvelle saison de résultats trimestriels, gageons que le cru 2026 sera de bonne augure.

Crypto : Le bitcoin (BTC) reprend des couleurs cette semaine avec un rebond de +4,2%, revenant flirter avec les 62 000 USD. Il reste toutefois en baisse de -24% depuis début mai et évolue encore à -50% sous son sommet historique d'octobre 2025, à 126 000 USD. Les ETF Bitcoin spot devraient, eux, enregistrer leur 8e semaine consécutive de baisse, avec 500 MUSD de sorties nettes cette semaine. Dans la cryptosphère, les investisseurs restent pour l'instant davantage concentrés sur les stablecoins, avec l'annonce de la création de l'Open USD, soutenu par 140 grandes entreprises comme Visa, Mastercard, Google, Shopify, BlackRock, BNY et Coinbase. La semaine prochaine, les entreprises vont fourbir leurs armes en préparation du lancement de la saison des résultats trimestriels. PepsiCo essuiera les plâtres dès jeudi 9 juillet, mais il faudra attendre le 14 juillet pour la première grosse série, en l'occurrence les banques américaines. Ces annonces permettront de sortir du train-train Ormuz / Semi-conducteurs, qui occupe l'espace médiatique depuis plusieurs semaines. Le calendrier macroéconomique ne suscitera pas non plus de grandes envolées. On gardera un oeil sur le compte-rendu de la dernière réunion de la Fed. Ce document pourrait gagner en importance dans la mesure où le nouveau président de la banque centrale, Kevin Warsh, clame qu'il ne sera pas aussi bavard que ses prédécesseurs. Le grand débat du début de semestre porte sur la stratégie à suivre : faut-il continuer à se lancer à corps perdu dans l'IA et les semi-conducteurs, ou en profiter pour sécuriser ses profits pour migrer sur des secteurs plus défensifs ? Entre les deux, le cœur du marché balance.

Source: Zonesbourse

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 01 Juillet 2026
Valeur : 03 Juillet 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.2303	133.2453
1	EUR EURO	151.7493	151.7797
1	GBP POUND STERLING	176.4172	176.5306
100	JPY JAPANESE YEN	81.8972	81.9114
1	CNY CHINESE YUAN	19.6103	19.6151
1	CHF SWISS FRANC	164.5225	164.5613
1	CAD CANADIAN DOLLAR	93.6988	93.7291
1	DKK DANISH KRONE	20.3216	20.3270
1	SEK SWEDISH KRONA	13.6811	13.6850
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.4043	13.4089
1	AED UAE DIRHAM	36.2749	36.2809
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4581	35.4659
1	KWD KUWAITI DINAR	432.5659	432.7551
1	TND TUNISIAN DINAR	44.7356	45.1852
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.1796	14.1812
1	LYD LIBYAN DINAR	20.7237	20.8300
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3258	3.3361
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.6804	180.6804

TOURISME MONDIAL

Les réservations de voyages au forfait en net recul sur un an

Le syndicat du tour-operating (Seto) fait état d'une baisse de presque 7% de leurs ventes à fin mai mais constate une reprise en juin, preuve de l'attentisme des consommateurs face au contexte international.

Par Rédaction Internationale

Les données du problème sont connues: face à la situation internationale et à l'augmentation des prix des vols, les Français attendent pour réserver leurs vacances d'été et écartent les destinations jugées incertaines ou trop onéreuses.

Cet attentisme se traduit dans les chiffres de réservation des séjours au forfait (vol+hôtel) communiqués par le Seto, le syndicat français du tour-operating, avec une baisse de 6,7% sur l'ensemble des ventes d'été à fin mai, sur un an. "La bonne dynamique des réservations (observée en début d'année) s'est enrayée dès le début du conflit au Moyen-Orient", souligne le syndicat dans un communiqué. Et de préciser qu'à fin février, l'été 2026 "se profilait positivement à +5,4% en volume d'affaires et +4,1%, en nombre de clients".

"A fin mai, alors que 73% de l'exercice

été était réalisé, il est observé 85.000 clients de moins qu'en 2025, et 100 millions de volume d'affaires en moins", ajoute le Seto. "Au printemps, les Français ont eu parfois peur de partir et de ne pas revenir", commente Patrice Caradec, président du Seto, cité par l'Echo touristique.

La France rassure et cartonne

Certaines destinations du Top 10 des vacances d'été dévissent franchement comme la Grèce (-12%), la Turquie (-14%) ou encore la Tunisie (-9%). Même les destinations comme le Portugal et l'Espagne sont affectées avec des replis de 9 et 3%.

A noter que les ventes de voyages au forfait vers les Etats-Unis s'écroulent littéralement (-37% sur un an), les Français étant principalement effrayés par la hausse très sensible du coût de la vie quotidienne dans les grandes villes amé-

ricaines. Par contre, la France affiche +6%, preuve que les vacanciers jouent la sécurité. Ces chiffres concernent des séjours du 1er mai au 31 octobre réservés au 31 mai dernier. Leur d'espoir néanmoins, "les derniers retours de terrain indiquent depuis le 1er juin, une reprise pour les départs immédiats, le cœur de l'été et l'arrière-saison (septembre-octobre) qui pourrait compenser le manque de volume des derniers mois", indique le Seto. La tendance est également positive pour l'hiver prochain (voyages du 1er novembre au 31 avril 2027) avec "un volume d'affaires déjà réservé de 350 millions d'euros, en hausse de +3,6%, représentant 20% du total de la saison hivernale 2025-2026". Là encore, les réservations à date (31 mai) montrent que les consommateurs privilégient la France (+19% sur un an) mais les destinations lointaines et chaudes attirent comme la République Dominicaine (+14%) et Maurice (+7,5%).

CHINE

Pékin cherche à renforcer ses liens commerciaux avec l'Europe

La Chine se dit favorable à un approfondissement de la coopération avec les entreprises suédoises et européennes, et considère un resserrement des liens commerciaux comme bénéfique pour toutes les parties. C'est ce qu'a déclaré le ministre des Affaires étrangères Wang Yi lors d'une rencontre avec Jacob Wallenberg, président d'Investor AB, à Stockholm, selon Bloomberg. Selon le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi a indiqué que la famille Wallenberg figurait parmi les premiers groupes d'affaires européens à avoir investi en Chine après les réformes

d'ouverture économique du pays, contribuant ainsi à renforcer les relations économiques entre la Chine et la Suède sur plusieurs décennies. Le ministre des Affaires étrangères a exprimé l'espoir que la famille Wallenberg et la communauté des affaires suédoise dans son ensemble continuent à soutenir les efforts visant à améliorer les relations bilatérales. Il a ajouté que Pékin et Stockholm s'emploient à reconstruire la confiance mutuelle, à élargir la coopération concrète et à ramener leurs relations sur ce qu'il a qualifié de voie plus saine. Wang Yi a également réaffirmé

l'engagement de la Chine à stimuler la demande intérieure, à approfondir son ouverture à haut niveau et à soutenir le libre-échange ainsi que les principes d'une économie de marché. Il a précisé que ces politiques créeraient des opportunités supplémentaires pour les entreprises étrangères opérant sur le marché chinois. Ces déclarations interviennent alors que Pékin cherche à rassurer les investisseurs internationaux après plusieurs années de ralentissement de la croissance économique, d'une demande de consommateurs atone et de tensions géopoliti-

tiques accrues avec les pays occidentaux. Les décideurs politiques chinois ont de plus en plus mis l'accent sur des mesures visant à stabiliser les investissements étrangers et à encourager les multinationales à renforcer leur présence dans la deuxième économie mondiale. Les relations entre la Chine et l'Union européenne ont également montré des signes de rapprochement ces derniers mois, malgré des désaccords persistants sur le commerce, les véhicules électriques et les exportations de technologies.

R.E

ALLEMAGNE

Berlin prévoit plus de €203 milliards d'emprunts en 2027

L'Allemagne prévoit de porter à plus de 203 milliards d'euros l'an prochain le montant total des emprunts de l'Etat fédéral, soit une somme plus importante que prévu précédemment, montre le projet de budget consulté vendredi par Reuters, alors que le gouvernement du conservateur Friedrich Merz s'emploie à soutenir l'investissement et les dépenses de défense dans une économie atone.

Ce montant est supérieur aux 196,5 milliards d'euros évoqués en avril et sans commune mesure avec les 50,5 milliards de 2024, avant que l'Allemagne ne tourne le dos l'an dernier à des décennies de rigueur budgétaire sans faille pour tenter de relancer une économie frappée par les chocs énergétiques répétés liés aux crises internationales et payant l'addition de nombreuses années de sous-investissements. Le projet de budget se fonde sur l'hypothèse d'une accalmie au Moyen-Orient

au cours de l'été mais avertit également de "conséquences majeures" pour l'économie allemande en cas de perturbation prolongée de la navigation dans le détroit d'Ormuz ou de la production de pétrole.

Ce texte, qui s'inscrit dans un cadre financier pluri-annuel courant jusqu'en 2030, prévoit 555,4 milliards d'euros de dépenses au total, contre 543,3 milliards validés en avril.

Le montant total des investissements gonfle à 117,5 milliards d'euros, soit près de 40 milliards de plus que prévu initialement. Cette hausse intervient après l'adoption d'un fonds de 500 milliards d'euros pour les infrastructures et une modification des règles budgétaires permettant d'exclure les dépenses en matière de défense des contraintes du plafond de la dette.

Ce fonds exceptionnel sur les infrastructures et le climat aura pour priorités le transport, la numérisation et le

système de santé, mettant ainsi en lumière les besoins les plus urgents identifiés à Berlin pour moderniser la première économie d'Europe après des années de sous-investissements.

Les nouveaux emprunts dans le budget principal devraient grimper à 118,7 milliards d'euros.

Le budget de base en matière de défense devrait atteindre 109 milliards d'euros en 2027 contre 82 milliards cette année. Si l'on ajoute 11,6 milliards pour l'Ukraine et 9,4 milliards d'autres dépenses liées à la sécurité, le montant total atteint environ 130 milliards d'euros. Ce projet doit être officiellement présenté lundi avec une première validation par le gouvernement le même jour. Les discussions budgétaires au Parlement commenceront en septembre, après la pause estivale, pour une adoption définitive attendue d'ici la fin de l'année.

Agence

JAPON

Tokyo recherche de nouveaux moteurs de croissance dans le secteur des contenus

Pour des secteurs clés comme l'anime et le manga, le gouvernement japonais soutiendra la formation de traducteurs et de professionnels de l'IA pour la production d'œuvres destinées à un public international.

Le gouvernement japonais envisage de doubler son budget de soutien aux industries de contenu telles que l'anime, les jeux vidéo et la musique, pour le porter à environ 100 milliards de yens (environ 621 millions de dollars), afin de stimuler les exportations.

L'industrie du contenu figure parmi les 17 secteurs de croissance clés décrits dans le projet de stratégie de croissance que Tokyo devrait publier ce mois-ci.

Selon le correspondant de l'agence de presse vietnamienne à Tokyo, les revenus des marchés étrangers pour l'industrie japonaise du contenu atteignent actuellement environ 6 billions de yens (37,3 milliards de dollars) par an, dépassant la valeur des exportations de semi-conducteurs.

Le gouvernement japonais vise à porter ce chiffre à 20 000 milliards de yens d'ici 2033 et prévoit d'investir au moins 500 milliards de yens au cours des cinq prochaines années pour atteindre cet objectif.

Pour des secteurs clés comme l'anime et le manga (bandes dessinées), le gouvernement japonais soutiendra la formation des traducteurs et l'application de l'intelligence artificielle (IA) dans la production d'œuvres destinées à un public international.

L'objectif d'une croissance d'au moins 10 % n'est pas seulement un simple indicateur économique, mais aussi un test de la capacité de gouvernance et de coordination de l'ensemble du système politique.

CHINE -SUÈDE Les deux pays conviennent de renforcer leur coopération

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi et son homologue suédoise Maria Malmer Stenergard sont convenus samedi à l'issue d'une rencontre dans la capitale Stockholm de renforcer la coopération entre les deux pays, de défendre le multilatéralisme et de sauvegarder l'ordre international fondé sur les lois internationales. La Chine et la Suède, a souligné à cette occasion M. Wang, qui est également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, ont "une longue histoire d'échanges, et depuis que la Chine a entamé la réforme et l'ouverture, les deux pays sont depuis longtemps les plus grands partenaires commerciaux l'un de l'autre en Asie et dans la région nordique, respectivement".

Selon le chef de la diplomatie chinoise, "l'expérience précieuse accumulée au cours de décennies d'échanges bilatéraux a montré que les deux pays doivent maintenir une perception objective et rationnelle l'un de l'autre, maintenir une attitude de respect mutuel, rechercher un terrain d'entente tout en gérant correctement les différends, et rester engagés dans une coopération mutuellement bénéfique et gagnant-gagnant".

APIS

Une fois de plus le département de la Sécurité intérieure des États-Unis s'est fait pirater

Le Department of Homeland Security confirme une intrusion sur le Homeland Security Information Network (HSIN), la plateforme utilisée par les agences fédérales, locales et leurs partenaires privés pour échanger des informations sensibles. L'attaque, menée par un acteur encore non identifié, s'est déroulée entre fin mai et début juin, alors que les États-Unis assurent la sécurité des rencontres de la Coupe du Monde organisées sur leur territoire.



Réperée par le média Nextgov puis confirmée par le DHS auprès de BleepingComputer, l'intrusion touche un système non classifié, mais jugé hautement sensible par le sénateur Mark Warner. Vice-président de la commission du renseignement au Sénat, il a aussitôt réclamé des explications à l'agence.

Un piratage découvert plusieurs semaines après les faits

Le HSIN sert depuis plus de vingt ans à coordonner les agences fédérales, étatiques, locales et tribales avec leurs partenaires du secteur privé. Les utilisateurs approuvés s'en servent pour échanger des alertes, gérer des incidents, coordonner la sécurité d'événements planifiés et partager des informations sur des personnes ou des menaces identifiées. Selon les sources de Nextgov citées par BleepingComputer, les pirates ont visé à la fois les serveurs de HSIN et un système SharePoint utilisé pour le travail collaboratif. Le DHS n'a pour l'instant attribué l'attaque à aucun groupe ni aucun pays.

L'agence ignore également si des documents ont été dérobés. Un porte-parole affirme que les équipes ont isolé les systèmes touchés et lancé une enquête. Il précise : "Rien n'indique que les réseaux classifiés ont été touchés." Le service reste selon lui opérationnel pour ses partenaires.

En 2023, HSIN avait déjà connu un incident comparable. Une erreur de configuration liée à un prestataire avait donné accès à la section HSIN-Intel à l'ensemble des utilisateurs de la plateforme, plutôt qu'à un groupe restreint. Cette section contient des données personnelles sensibles.

Une agence déjà pointée du doigt sur sa cybersécurité

Pour le sénateur Warner, l'affaire est très grave. HSIN continue d'alimenter la coordination des forces de sécurité mises en place à l'occasion de la Coupe du Monde et du programme America250. Il reste donc un outil de référence en cas de catastrophe. Warner rappelle qu'en janvier 2025, la plateforme avait servi à gérer la réponse à la collision en vol entre

un avion American Airlines et un hélicoptère Black Hawk de l'armée. L'accident avait fait 67 morts. Selon lui, les informations qui transitent par HSIN sont "hautement sensibles, et leur exposition menace la sécurité nationale."

Ce n'est pas le premier incident survenu ces dernières années. On se rappelle du partage d'informations classifiées et de plans militaires sur Signal par de hauts responsables. Un journaliste avait alors été inclus par erreur dans un groupe où étaient discutées des frappes prévues au Yémen. Rappelons aussi la protection dérisoire mise en place sur les bases de données du Department of Government Efficiency (DOGE), piloté par Elon Musk, ainsi qu'une fuite de mots de passe provenant d'un prestataire de la CISA qui exposait l'accès à des systèmes cloud gouvernementaux. Ces épisodes s'accumulent après une réduction des moyens accordés à la cybersécurité fédérale, DHS et CISA comprises. Reste à savoir si l'agence parviendra à identifier les auteurs de cette dernière intrusion, et surtout, quelles données ont réellement transité entre leurs mains.

APRÈS AVOIR LICENCIÉ À FOISON

Zuckerberg reconnaît que le virage vers l'IA ne correspond pas à ses attentes

Après avoir licencié des milliers de personnes, Mark Zuckerberg l'admet : la révolution des agents IA promise chez Meta n'a pas tenu le rythme annoncé. Au début de l'année, la direction de Meta a entamé une réorganisation d'ampleur, pensée pour accélérer le développement des agents IA, ces systèmes capables d'exécuter des tâches à la place d'un utilisateur. Une initiative qui a mené à une purge sévère : 8 000 postes supprimés, soit 10 % des effectifs, et 7 000 salariés réaffectés vers des équipes dédiées à l'IA. De quoi lourdement plomber le morale des équipes, d'autant que finalement, ce pivotement ne semble pas vraiment porter ses fruits. Il y a



quelques jours, on apprenait qu'Emily Dalton Smith, chargée de piloter la consolidation des outils IA internes, quittait le navire sans aucune explication.

Le succès n'est pas (encore) au rendez-vous

Et c'est Mark Zuckerberg qui a confirmé la nouvelle lors d'une réunion générale organisée ce 2 juillet, révèle Reuters. Le grand patron a ainsi reconnu devant ses employés que la trajectoire du développement agentique n'avait « pas vraiment accéléré » depuis au moins quatre mois, contrairement à ce qu'espéraient les dirigeants. Mais ce n'est pas tout, « Zuck' » admet aussi que globalement, la re-

structuration n'a pas été aussi « propre » qu'elle aurait dû l'être, et que les paris pris ne sont, pour l'heure, pas fructueux. Des propos qui tranchent avec l'optimisme affiché en mai, lorsqu'il assurait à ses équipes qu'aucun licenciement massif supplémentaire n'était à prévoir cette année. Malgré tout, le P.-D. G assure que les bénéfices concrets de ces investissements devraient se faire sentir « dans les trois à six prochains mois ». Une promesse qui peine à convaincre en interne, où certains salariés décrivent déjà l'unité IA comme un environnement de travail extrêmement éprouvant.

IPHONE ULTRA Apple vise dorénavant les 10 millions d'appareils vendus



Apple n'est plus très loin de présenter son tout premier smartphone pliable, l'iPhone Ultra. Un modèle pour lequel la marque à la pomme croquée a révisé ses attentes à la hausse.

À la rentrée, le monde pourrait bien enfin découvrir le tout premier smartphone pliable développé par Apple, l'iPhone Ultra - et ce, de nombreuses années après tous les autres grands constructeurs du secteur. Ce smartphone devrait coûter un prix extrêmement élevé, raison pour laquelle Apple ne s'attend à submerger la planète avec lui. Mais tout de même, la firme de Cupertino a certaines ambitions, si l'on en croit cette nouvelle information.

Apple augmente ses attentes pour son premier smartphone pliable

Combien Apple réussira-t-il à vendre d'unités de son premier smartphone pliable iPhone Ultra, quand on sait qu'il devrait être commercialisé à au moins 2000 dollars la pièce ? Eh bien, le géant américain compte vendre des millions de cet appareil, comptant sûrement sur l'énorme base de fans que la marque compte à travers la planète. Plus exactement, selon une information de Nikkei Asia, Apple aurait revu ses ambitions à la hausse pour ce téléphone. Originellement, la direction de l'entreprise tablait en effet sur des ventes de 7 à 8 millions d'unités. Mais d'après plusieurs sources, Apple aurait changé ses plans, et aurait demandé à ses fournisseurs à se préparer à produire pour 10 millions d'unités.

Une commande pour 70 millions d'unités d'iPhone 18 Pro et Pro Max par ailleurs faite

Il est intéressant de noter qu'Apple revoit ses ambitions à la hausse, alors que justement, le secteur connaît un moment très difficile avec l'explosion des prix de la RAM, qui ont déjà poussé le fabricant à augmenter fortement le tarif de ses Macbook. L'iPhone Ultra échappera-t-il à ce phénomène ? À noter qu'une autre information du même Nikkei Asia est intéressante à souligner. Apple aurait ainsi demandé à ses fournisseurs de se préparer à produire pour près de 70 millions d'unités pour ses futurs iPhone 18 Pro et iPhone 18 Pro Max, qui seront présentés à la prochaine rentrée. Apple aurait enfin aussi demandé à ses fournisseurs de garder certains composants des iPhone 17 pour les futurs iPhone 18.

3 MILLIONS DE POSTES TOUJOURS VACANTS

La pénurie de chauffeurs routiers continue de faire des ravages en Europe

Un nouveau rapport de l'IRU, l'organisation mondiale du transport routier, dresse un nouveau constat assez dramatique qui concerne la pénurie de conducteurs professionnels. Pire encore, cette dernière semble s'installer durablement. En Europe, plus de 500 000 postes de chauffeurs routiers resteraient ainsi vacants. Un phénomène qui ne s'explique plus seulement par la conjoncture économique.

À l'échelle mondiale, l'étude de l'organisation mondiale du transport routier recense environ 2,9 millions de postes de chauffeurs poids lourds non pourvus sur les 18 marchés étudiés, soit 11 % de la profession. L'Europe fait partie des zones les plus touchées, avec un taux de vacance de 13 %, soit environ 502 000 postes. Et la tendance n'est ni ponctuelle, ni une surprise : dans la quasi-totalité des marchés sondés, la situation s'est détériorée depuis la précédente enquête menée en 2021.

Une pénurie aussi causée par des freins structurels à la formation

Les causes varient selon les régions. En Europe et en Australie, c'est avant tout une question démographique, avec un vieillissement marqué des transporteurs. Au Mexique et au Brésil, ce sont plutôt des freins structurels à la formation qui bloquent l'accès au métier. En Ouzbékistan ou en Chine à l'inverse, c'est la demande de fret qui progresse plus vite que le vivier de conducteurs disponibles. Conséquence concrète pour les entreprises : environ deux tiers des transporteurs européens affirment avoir dû refuser des contrats faute de personnel suffisant. Le sujet arrive d'ailleurs très large-



ment en tête des préoccupations, cité par 65 % des opérateurs interrogés, loin devant tout autre enjeu du secteur.

Les petites structures en première ligne

Le rapport souligne aussi que la pénurie ne frappe pas tout le monde de la même façon. Les entreprises de moins de 50 salariés affichent des taux de vacance supérieurs de 6 points à ceux des grands groupes. Or ces petites structures, celles

de moins de 10 employés en particulier, représentent l'écrasante majorité du tissu économique du transport routier en Europe, autour de 98 % des entreprises et 79 % des emplois du secteur. Elles disposent logiquement de moins de moyens pour recruter à l'international, former ou fidéliser.

Autre donnée intéressante, les femmes ne représentent que 4 % environ des chauffeurs routiers en Europe, alors même qu'elles auraient tendance à entrer plus

jeunes dans la profession que les hommes. Un vivier largement sous-exploité, alors que les départs à la retraite s'annoncent pour le moins importants : environ 660 500 conducteurs devraient quitter le métier d'ici 2030 en Europe.

Le salaire ne suffit plus à convaincre

Et pourquoi alors ne pas payer davantage les chauffeurs ? C'est une piste, mais l'argument salarial, longtemps considéré comme le levier principal, montre ses limites. Les opérateurs parlent désormais d'un véritable "mur salarial" : augmenter les rémunérations ne suffit plus à attirer ou retenir les candidats.

Ce qui pèse aujourd'hui dans la balance, ce sont plutôt les conditions de travail, notamment en cabine, la sécurité des zones de stationnement, le temps passé au domicile, la prévisibilité des plannings et, plus largement, l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Face à ce constat, l'IRU appelle à une action coordonnée entre gouvernements et entreprises, citant en exemple des initiatives menées en Finlande, aux Pays-Bas ou en Turquie, où la coopération entre opérateurs, associations professionnelles et pouvoirs publics a permis de structurer des filières de recrutement plus efficaces.

Volkswagen abandonne un projet à 1,5 milliard d'euros

La course à la voiture autonome continue, mais elle est loin d'être un long fleuve tranquille. Volkswagen vient de mettre un terme à son partenariat avec Bosch, lancé il y a trois ans pour développer les futurs systèmes d'aide à la conduite du groupe. Derrière cette décision se cachent des retards technologiques, des coûts colossaux et une stratégie qui évolue face à une concurrence de plus en plus agressive. Volkswagen avait fait de son alliance avec Bosch l'un des piliers de sa stratégie dans la voiture autonome. Quatre ans plus tard, le soufflé retombe. Le groupe met fin à son « Alliance autour de la voiture autonome » avec l'équipementier, après des investissements estimés à plus d'un milliard d'euros et des résultats jugés insuffisants en interne. Officiellement, le projet est « mené à son terme ». En réalité, VW reconnaît que la technologie développée ne lui permet pas de combler assez vite l'écart avec les meilleurs du marché.

Volkswagen change de stratégie après trois ans de développement

Remontons un instant en arrière. En 2022, Volkswagen, via sa filiale logicielle Cariad, s'était associé à Bosch pour développer une plateforme commune destinée à équiper l'ensemble des marques du groupe. L'objectif consistait à créer des systèmes d'aide à la conduite capables d'être déployés aussi bien sur les modèles Volkswagen que chez Audi, Skoda, Cupra ou Porsche. L'idée est de reprendre la main sur le logiciel, après les difficultés déjà connues de Cariad, et de rattraper le retard pris



face à Tesla, Mercedes ou à une nouvelle génération d'acteurs chinois très agressifs sur ce terrain. Fin juin 2026, plusieurs fuites dans la presse allemande lèvent le voile sur une réalité moins flatteuse. En interne, la technologie développée au sein de l'alliance est jugée « non compétitive », en particulier sur les fonctions dites de niveau 2+, ces aides avancées permettant de rouler "sans les mains" dans certains contextes. Les dirigeants de Volkswagen considèrent que le système ne permettra pas d'atteindre rapidement le niveau 3, où la voiture assume elle-même la responsabilité de la conduite dans certaines conditions. Le montant exact investi n'a pas été officiellement dévoilé. Volkswagen évoque plusieurs centaines de mil-

lions d'euros, mais selon un article du journal allemand Bild, l'investissement global a pu atteindre environ 1,5 milliard d'euros depuis le lancement du programme. Le contrat initial devait courir jusqu'en 2029, il est finalement arrêté beaucoup plus tôt.

Vers une recherche de nouveaux partenariats indépendants

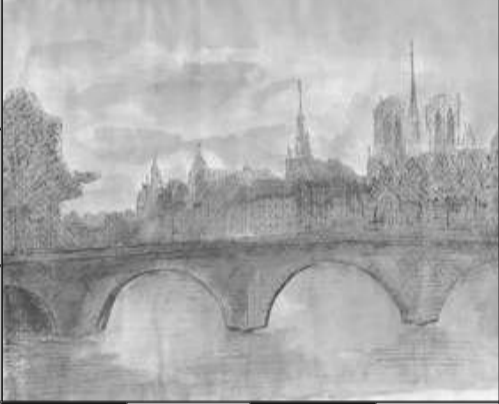
Cette technologie ne disparaît pas avec la fin du partenariat. Volkswagen a d'ailleurs confirmé que le système développé avec Bosch sera intégré à la future ID.EVERY1, la petite citadine électrique attendue en 2027. L'arrêt de cette coopération ne signifie donc pas un abandon de la conduite autonome. Au contraire, Volkswagen affirme vouloir continuer à investir dans ce domaine, mais



avec une approche différente. Plutôt que de développer seul une grande partie des logiciels et des composants, le groupe entend désormais s'appuyer davantage sur des partenaires spécialisés. Mobileye apparaît comme l'un des candidats les plus crédibles. Les deux entreprises collaborent déjà sur des assistants de conduite de niveau 2+ tandis que la technologie de niveau 4 de Mobileye équipe déjà l'ID. Buzz AD destiné aux futurs services de mobilité autonome aux États-Unis avec Uber. La presse allemande évoque également la piste Wayve, start-up britannique qui développe des modèles d'IA, capables d'apprendre des situations de circulation de manière plus générale, à la façon dont les nouveaux modèles de langage apprennent le texte. Wayve d'ailleurs

levé récemment près d'un milliard d'euros auprès d'investisseurs, dont plusieurs constructeurs chinois et aux constructeurs comme Mercedes-Benz, Nissan, Stellantis ou encore Uber, ainsi que des acteurs technologiques comme Nvidia et Microsoft. Cette réorientation intervient dans un contexte particulièrement délicat pour Volkswagen. Le groupe cherche à réduire ses coûts face au ralentissement du marché, à la pression des constructeurs chinois et aux investissements considérables que réclament l'électrification et le développement logiciel. Plus largement, toute l'industrie semble revoir ses ambitions. Mercedes et BMW ont eux aussi ralenti certains projets de conduite autonome, confrontés à des coûts très élevés et à une demande encore limitée pour ces technologies.

Mots fléchés

ASILE PSY- CHIATRIQUE ATELIER DE PICASSO	JEUNE CROISÉE BOUCLÉ À PARIS	COLONNISTE PRIÈRE	QUARTIER DE LA BASTILLE ARTICLE	SACRÉ À MONT- MARTRE FRANC	AU AU LABO	LE 7ÈME A UN THÉÂTRE DANS LE 9ÈME	PROBLÈME DE VACHE ENRAGÉE	
						2ÈME DERRIÈRE LECLERC		
CENTRE CULTUREL CHÂTIÉE				NOTE LONGUEUR D'ONDES	BASSIN	JARDIN À VINCENNES ADMINISTRA- TEUR NOIR		
			PEINTRE AUX COULEURS VIVES			NOTE		
PÉRIODE D'HISTOIRE CONJONC- TION		PAREMENT D'ACA- DÉMICIEN	PONT D'APOLLI- NAIRE					
	RÈGLE FACE À LA MADELEINE				SAINTE HOMME DE LA MANCHE	BAIE PHONÉTIQUE EMBLÈME DE PARIS		
NOUS TRANSPOR- TE DE JOIE ENGAGÉE					CONTE DE DAUDET TOUT BLANC DE RIMBAUD			SAISON DES GLACES
PRÉPO- SITION ROCHE		FOYER CULTUREL	LIBRETTISTE COMIQUE TYPE	NÉGATION INGÉNIEUR DE SOUS- MARIN	TROUBLE	FORCE ÉLECTRO- MOTRICE ERBIUM		
			NE CONNAÎT PAS LE RER PLAT DE TERRE			ARGON	PERSONNEL FIN DE MANI- FESTATION	
SENSIBLE					ENTRE EN SEINE AME DE LA CITÉ		NOBLE	
NELLIE LA CANTATRICE	FRAPPE LES 3 COUPS MYSTÈRES					VERDIT LA SEINE	CASSE-PIED	
			VÉRIFIÉ			SOUS LE MANTEAU		
AGENT DE PUBLICITÉ RELATION			BASE DE DIABOLO	PORTE DU SUD			GARNIER OU BASTILLE	
		RAVIR		SAINTE- PIERRE DERNIÈRE ÉMISSION		PIGEON À PIGALLE		
GÉNAI	CHAT DE BRUANT MATÉRIAU MODERNE			AU MILIEU DU CIEL	LANGUE DU NORD	DÉBUT DE SÉRIE SEC ET LIQUIDE	CONSTRUC- TEUR DE PYRAMIDE	
					POÈME LYRIQUE		SAINTE DES PYRÉNÉES EXERCICES	
INTRA MUROS ABRUPT	LIGNE NOUVELLE				POUR FINIR FINIR	BIS BIS		
				ÉGÉRIE DE MANET				

Près de 3 tonnes de cocaïne saisies dans le Pacifique

Les autorités mexicaines ont saisi près de trois tonnes de cocaïne et arrêté quatre personnes à bord de deux petits bateaux dans les eaux du Pacifique, a annoncé samedi la Marine. L'opération intervient à la suite d'opérations de surveillance maritime et aérienne menées par les garde-côtes au large de l'Etat d'Oaxaca, dans le sud du pays, a précisé la Marine dans un communiqué.



INCENDIE DANS UN ENTREPÔT À HASSI MESSAOUD

Décès de trois personnes

Trois personnes sont décédées dans l'incendie qui s'est déclaré samedi dans l'entrepôt d'une société privée à Hassi Messaoud (Ouargla), indique un communiqué des services de la Protection civile. Les éléments de la Protection civile de Hassi Messaoud sont intervenus pour venir à bout d'un incendie qui s'est déclaré dans l'entrepôt d'une société privée de catering, et qui a coûté la vie à trois personnes, alors que 49 autres, restées bloquées à l'étage supérieur de la bâtisse, ont été secourues. En outre, 25 personnes ont été évacuées vers l'hôpital de la ville pour y recevoir les soins nécessaires, note la même source, précisant que tous les moyens nécessaires ont été déployés pour cette opération.

19E SESSION DE L'AP-UPM

L'enracinement de la pratique démocratique en Algérie mis en avant au Caire

Le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a mis en avant, depuis Le Caire (Egypte), l'enracinement de la véritable pratique démocratique en Algérie, à travers le renforcement de l'Etat de droit et des institutions, conformément aux engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans une allocution prononcée lors des travaux de la 19e session de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), lue en son nom par le vice-président du Conseil de la nation et président de la délégation parlementaire algérienne participant à cette session, M. Salah Rekkik, M. Nasri a affirmé que l'Algérie "poursuit son parcours de développement et de renouveau grâce à ses jeunes compétences".

Dans ce cadre, M. Nasri a rappelé "l'événement national qu'a connu l'Algérie, à savoir l'organisation des élections législatives, au cours desquelles le peuple algérien a choisi, en toute liberté, dans la transparence et l'intégrité, ses représentants à l'Assemblée populaire nationale (APN), sous la supervision de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE)", et ce, concomitamment avec la célébration du 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance. A ce propos, le président du Conseil de la nation a souligné "la profonde symbolique historique" de cette commémoration, évoquant "les immenses sacrifices consentis par le peuple algérien, qui ont permis l'édification d'un Etat indépendant, stable et sûr, fort de ses institutions, souverain dans ses décisions et ouvert à ses partenaires à travers tous les mécanismes de coordination et de coopération, en vue de promouvoir la prospérité du bassin méditerranéen et d'instaurer un ordre international plus juste".

Il a ajouté que l'Algérie, sous la conduite du président de la République, connaît "une transformation profonde vers une économie diversifiée, fondée sur la numérisation, les technologies, les énergies renouvelables ainsi que sur l'utilisation positive des technologies de l'intelligence artificielle, en s'appuyant sur les compétences de la jeunesse, considérée comme la richesse la plus précieuse sur laquelle repose le présent et se prépare l'avenir".

Dans son allocution, M. Nasri a mis en exergue le rôle de la diplomatie dans le règlement des conflits et l'édification de la paix, indiquant qu'au Moyen-Orient, "cette diplomatie revêt une importance croissante pour faire pencher la balance en faveur des droits, garantir l'application des lois et des chartes internationales, et faire face aux narratifs coloniaux qui trouvent un appui dans un système international partial, incapable de protéger les peuples colonisés et faisant preuve de laxisme dans l'imposition de l'application des accords, à l'instar de ce qui se passe à Ghaza, dans les territoires palestiniens occupés, au Liban, ainsi que dans toute région du monde sous occupation".

R.E.

INVESTISSEMENT

USA Today décrypte les atouts de l'Algérie

Par Selma R.

Dans un rapport spécial intitulé « Algeria : North Africa's Next Investment Frontier », le quotidien américain « USA Today » présente l'Algérie comme l'une des nouvelles destinations d'investissement les plus prometteuses du continent africain. Le document met en lumière une transformation économique profonde, portée par des réformes structurelles, une ouverture accrue aux capitaux étrangers et une stratégie de diversification qui ne se limite plus au seul secteur des hydrocarbures.

Selon cette analyse, l'Algérie est engagée dans un véritable changement de paradigme. Longtemps perçue comme une économie largement dépendante de ses ressources énergétiques, elle apparaît aujourd'hui comme un marché en pleine mutation, offrant des perspectives dans des secteurs aussi variés que l'industrie, l'agriculture, les mines, les technologies numériques, la pharmacie, les infrastructures ou encore le tourisme. Le rapport souligne notamment l'évolution des relations économiques entre Alger et Washington. Historiquement centré sur les questions sécuritaires et la lutte contre le terrorisme, le partenariat entre les deux pays s'oriente désormais vers les investissements et les échanges commerciaux. Ceux-ci ont atteint 3,5 milliards de dollars en 2025. Dans cette dynamique, la participation d'une importante délégation algérienne au sommet SelectUSA, organisé en mai dernier dans le Maryland sous la conduite du président du Conseil du nouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, illustre la volonté des autorités de développer des partenariats technologiques et industriels avec les entreprises américaines.

Une diversification portée par l'agriculture, l'énergie et les ressources minières

L'agriculture constitue l'un des principaux moteurs de cette nouvelle dynamique. Représentant désormais près de 15 % du produit intérieur brut, le secteur bénéficie d'investissements de grande ampleur destinés à renforcer la sécurité alimentaire. Le rapport cite en exemple le projet intégré Baladna, développé avec le Qatar, qui mobilise 3,5 milliards de dollars sur une superficie de 117 000 hectares. Associé à un partenariat avec les États-Unis pour l'importation progressive de 240 000 vaches laitières, ce complexe devrait couvrir, à terme, près de la moitié des besoins natio-

naux en lait en poudre tout en générant environ 15 000 emplois. L'étude met également en avant l'essor de l'agriculture saharienne, qui assure désormais près de la moitié de la production agricole nationale grâce à la valorisation des importantes ressources hydriques de l'aquifère de l'Albien. Cette évolution s'accompagne de la modernisation du système bancaire agricole, notamment à travers la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), devenue la première banque publique du pays à adopter la norme internationale ISO 20022.

Si les hydrocarbures demeurent le pilier de l'économie nationale, « USA Today » estime que la stratégie énergétique algérienne s'inscrit désormais dans une logique de diversification et de transition. Sonatrach déploie un plan d'investissement de 68 milliards de dollars sur la période 2026-2030, principalement consacré à l'exploration et à la production. Le rapport évoque également les discussions engagées avec les groupes américains ExxonMobil et Chevron pour développer les ressources offshore et valoriser les importantes réserves de gaz de schiste. Il souligne aussi l'ambition du pays de devenir un acteur majeur de l'hydrogène vert grâce au projet South H2 Corridor reliant l'Algérie à l'Europe. L'intégration régionale figure également parmi les principaux facteurs de compétitivité relevés par le quotidien américain. Le projet de gazoduc transsaharien, destiné à acheminer le gaz nigérian vers l'Europe via le hub de Hassi R'Mel, est présenté comme une infrastructure stratégique appelée à renforcer le rôle énergétique de l'Algérie sur les marchés internationaux.

Le rapport accorde également une place importante au réveil du secteur minier. Il met en avant l'accélération du développement du gisement de fer de Gâra Djebilet, l'un des plus importants au monde, rendue possible grâce à la réalisation d'infrastructures ferroviaires reliant Béchar à Tindouf ainsi qu'aux investissements engagés dans les capacités portuaires, notamment à Djen Djen. Pour les auteurs, ce projet illustre la volonté de bâtir une véritable filière sidérurgique intégrée.

Numérique, finance et tourisme : les nouveaux relais de croissance

La montée en puissance de l'industrie pharmaceutique constitue un autre élément marquant de cette transformation. Avec près de 230 unités de production, l'Algérie représente dés-

ormais plus du tiers des capacités pharmaceutiques africaines. Le taux de couverture des besoins nationaux par la production locale avoisine aujourd'hui les 80 %, grâce notamment à des groupes comme SAIDAL et Biopharm, qui développent progressivement la fabrication locale de médicaments à forte valeur ajoutée, notamment dans les biosimilaires, l'oncologie et l'immunothérapie.

Le rapport met également en lumière l'essor spectaculaire de l'économie numérique. En six ans, le nombre de startups est passé de 230 à plus de 10 000, sous l'effet d'un nouveau cadre réglementaire et de la création de mécanismes de financement fondés sur le capital-risque. Le développement de la fibre optique, le renforcement de la connectivité internationale et le futur déploiement de la 5G confortent, selon « USA Today », l'ambition de l'Algérie de devenir un hub numérique reliant l'Europe à l'Afrique. Sur le plan financier, les réformes engagées par les autorités sont également saluées. La nouvelle loi sur la monnaie et le crédit garantit notamment la liberté de transfert des dividendes et des bénéfices des investisseurs étrangers, tandis que l'introduction en Bourse du Crédit populaire d'Algérie marque une étape importante dans la modernisation du marché financier national.

Enfin, le potentiel touristique figure parmi les secteurs appelés à soutenir la diversification économique. Le Sahara, le Tassili n'Ajjer, le Hoggar ainsi que les grands sites archéologiques constituent, selon le rapport, des atouts encore largement sous-exploités. L'objectif d'accueillir 12 millions de visiteurs à l'horizon 2030 s'accompagne d'un vaste programme de modernisation de la flotte d'Air Algérie et du renforcement des liaisons aériennes.

En conclusion, « USA Today » identifie quatre avantages structurels qui renforcent l'attractivité de la « Nouvelle Algérie » : une population jeune, dont près de 70 % ont moins de 40 ans, une position géographique stratégique aux portes de l'Europe et au cœur des échanges africains, des coûts énergétiques parmi les plus compétitifs au monde et un cadre politique fondé sur la stabilité des règles d'investissement. Autant d'atouts qui, selon le quotidien américain, placent désormais l'Algérie parmi les économies émergentes les mieux positionnées pour attirer les investissements internationaux au cours des prochaines années.